

NUMÉRISATION, RAIL ET COMPÉTENCES NATIONALES

Les nouveaux leviers de la stratégie économique

Le Conseil des ministres réuni, avant-hier dimanche, sous la présidence du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a mis en lumière plusieurs dossiers stratégiques dont la portée dépasse largement le cadre administratif. Entre numérisation, infrastructures ferroviaires, mobilisation des compétences nationales à l'étranger et valorisation du patrimoine, les décisions prises traduisent une volonté affirmée de consolider les fondements d'une économie plus compétitive, plus transparente et davantage tournée vers l'exportation. P 3



MÉTALLURGIE

L'indien Jindal SAW veut produire des tubes en acier en Algérie

Le groupe indien "Jindal SAW Ltd", l'un des principaux producteurs mondiaux de tubes en fonte et en acier, a affiché son intérêt pour la concrétisation d'un projet d'investissement en Algérie, portant sur la réalisation d'un complexe industriel de production de tubes en acier de différents diamètres et dimensions, a indiqué dimanche l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI).

P 2

SORTIE DE LA LISTE GRISE
DU GAFI

Un acquis majeur pour l'Algérie, selon la BA

La reconnaissance par le Groupe d'action financière (GAFI) des avancées réalisées par l'Algérie constitue une excellente nouvelle et consacre un acquis majeur, à savoir la mise en place d'un dispositif réglementaire multi-sectoriel moderne et rigoureux, a indiqué la Banque d'Algérie dans un communiqué.

P 5

CONTRIBUTION

Les politiques agricoles face au changement climatique : le cas algérien

L'Algérie comme les autres pays du Maghreb présente une grande sensibilité au changement du climat. Le pays est menacé par plusieurs facteurs à savoir : la désertification, les catastrophes naturelles, la sécheresse, l'enlèvement, les incendies de forêts, la pollution du littoral et la surexploitation des ressources halieutiques.

Par Dr Zoubir SAHLI (*)
P 5

CÉRÉALES

**De nouvelles variétés inscrites
au catalogue officiel des
semences et plants** P 2

PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE
LES FEUX DE FORÊT

**La DGF déploie un dispositif
renforcé** P 4

LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

**Les partis mettent en avant
leurs programmes** P 4

CÉRÉALES

De nouvelles variétés inscrites au catalogue officiel des semences et plants

Un arrêté portant enregistrement de six nouvelles variétés de blé dur et d'orge au catalogue officiel des espèces et variétés de semences et plants, a été récemment publié, a annoncé, lundi, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari. Dans une publication sur sa page officielle sur les réseaux sociaux, M. Baddari a révélé que les nouvelles variétés de blé dur sont: "Gouraya, Ithri et Itij", et celles de l'orge sont: "Thiziri, Habiba et Thafath". Pour le ministre, ces réalisations "renforcent notre souveraineté alimentaire et ouvrent des perspectives prometteuses pour l'agriculteur algérien, tout en consacrant la place de l'université dans la conduite des projets à véritable impact national", met également en avant le rôle de l'université dans "l'apport de solutions au service du développement national". "Cette reconnaissance officielle est le fruit d'efforts scientifiques inlassables, menés par la professeure Leila Mekliche de l'Ecole nationale supérieure agronomique (ENSA), qui a une nouvelle fois démontré que la recherche en sciences agronomiques en Algérie est d'un niveau élevé à la hauteur de nos ambitions", a-t-il ajouté.

APS

FIA 2026

Un nouvel élan pour le partenariat algéro-espagnol

Longtemps perçue comme une simple vitrine commerciale, la 57e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA) s'impose désormais comme un véritable salon d'affaires où se nouent des partenariats industriels, se négocient des contrats d'envergure et émergent de nouvelles opportunités d'investissement et d'exportation. Cette évolution revêt une importance particulière cette année avec la participation de l'Espagne en qualité d'invitée d'honneur, illustrant la solidité des relations économiques entre les deux pays.

Par S. R.

Intervenant sur les ondes de la « Chaîne III » de la Radio nationale, l'expert en numérique et président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), Souhil Guessoum, a souligné que la FIA n'est plus un simple espace d'exposition. « La foire est devenue une véritable plateforme d'affaires où se rencontrent les entreprises, les investisseurs et les partenaires étrangers pour conclure des accords concrets », a-t-il expliqué. Selon lui, cette transformation traduit la montée en puissance du tissu productif national et l'ambition de l'Algérie de consolider sa présence sur les marchés internationaux. Les échanges économiques entre l'Algérie et l'Espagne illustrent cette dynamique. Les données de 2025 font ressortir une balance commerciale largement favorable à l'Algérie. Les exportations algériennes vers l'Espagne ont atteint près de 6,3 milliards d'euros, contre environ 2 milliards d'euros d'importations en provenance de ce pays, soit un excédent commercial de l'ordre de 4,3 milliards d'euros. Si les hydrocarbures continuent d'occuper une place importante dans les échanges, l'expert souligne que la structure des exportations algériennes

connaît une évolution significative. « Aujourd'hui, l'Algérie n'exporte plus uniquement du gaz naturel ou du GNL. Nous observons une diversification progressive avec des produits à forte valeur ajoutée », a-t-il indiqué. Parmi ces produits figurent notamment l'ammoniaque, le méthanol, le ciment, le clinker, les produits sidérurgiques, le phosphate ainsi que plusieurs produits agroalimentaires, tels que les dattes et le sucre. Souhil Guessoum cite également l'exemple de l'industrie de la céramique pour illustrer les progrès réalisés par l'économie nationale. « Il y a une dizaine d'années, l'Algérie importait massivement sa céramique d'Espagne. Aujourd'hui, grâce au transfert de savoir-faire et à un avantage compétitif lié notamment aux coûts énergétiques, elle est devenue exportatrice nette dans ce secteur », a-t-il affirmé. Cette évolution témoigne, selon lui, du potentiel de l'industrie nationale lorsqu'elle bénéficie d'investissements, de technologies adaptées et d'un environnement propice au développement. L'expert estime toutefois que cette dynamique doit s'accompagner d'une amélioration continue du climat des affaires. Il plaide notamment pour une digitalisation accrue des procédures liées au commerce extérieur. Selon lui, les au-

torisations d'importation de matières premières destinées aux producteurs nationaux gagneraient à être traitées de manière automatisée afin de réduire les délais administratifs. « L'intelligence artificielle peut contribuer à évaluer rapidement les dossiers et à fluidifier les procédures tout en garantissant un contrôle efficace », a-t-il expliqué. Concernant les nouvelles mesures de contrôle des exportations destinées à lutter contre la sous-facturation, Souhil Guessoum soutient les efforts engagés par les pouvoirs publics pour combattre ce phénomène. Il estime néanmoins que les mécanismes de contrôle doivent préserver la compétitivité des exportateurs respectueux de la réglementation. « Le contrôle doit être rigoureux, mais il doit aussi être instantané et dématérialisé afin de ne pas pénaliser les entreprises qui travaillent dans la transparence », a-t-il souligné. Pour l'expert, la transformation de la Foire internationale d'Alger, associée à la diversification des exportations et à la modernisation des procédures économiques, traduit l'émergence progressive d'un nouveau modèle de croissance davantage orienté vers la production, l'exportation et l'intégration de l'Algérie dans les chaînes de valeur internationales.

MÉTALLURGIE

L'indien Jindal SAW veut produire des tubes en acier en Algérie

Le groupe indien "Jindal SAW Ltd", l'un des principaux producteurs mondiaux de tubes en fonte et en acier, a affiché son intérêt pour la concrétisation d'un projet d'investissement en Algérie, portant sur la réalisation d'un complexe industriel de production de tubes en acier de différents diamètres et dimensions, a indiqué dimanche l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). Cet intérêt a été exprimé lors d'une

audience accordée par le directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache, au siège de l'Agence, à une délégation de haut niveau du groupe indien, conduite par son président, Prithavi Raj Jindal, en présence de l'ambassadrice de l'Inde en Algérie, Swati Vijay Kulkarni, et de plusieurs responsables du groupe. Lors de cette rencontre, la délégation indienne a présenté un exposé sur ce projet d'investissement visant à implanter un complexe industriel

de fabrication de tubes en acier de différents diamètres et dimensions, afin de contribuer à répondre aux besoins du marché national et à renforcer les industries de transformation liées aux secteurs de l'énergie, des ressources en eau et des infrastructures. Cette séance de travail a également été l'occasion de passer en revue le climat d'investissement en Algérie et les procédures en vigueur pour la concrétisation des projets d'investis-

sement, outre les avantages et les incitations offerts par le cadre juridique régissant l'investissement. Filiale du Groupement Jindal, le groupe "Jindal SAW" figure parmi les principaux acteurs mondiaux de l'industrie des tubes en acier et en fonte, fort d'une large expérience dans la réalisation de grands projets industriels à travers plusieurs pays. (APS) 58851/360/59371

R E

CREA

Examen des moyens d'élargir les partenariats avec l'Agence bosnienne de promotion des investissements étrangers

Le président du Conseil du nouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, a reçu, dimanche à Alger, une délégation de Bosnie-Herzégovine, conduite par le directeur général de l'Agence bosnienne de promotion des investissements étrangers (FIPA), Marko Kubatlija, avec laquelle il a examiné les voies et moyens de renforcer les relations

économiques et d'élargir les partenariats bilatéraux dans divers domaines, indique un communiqué du Conseil. La rencontre s'est déroulée en présence du vice-président du CREA, Abdelouahab Kerrar, et de la vice-présidente de l'Organisation patronale bosnienne (SBO), Edita Turkovic. Les discussions ont porté sur les voies et

moyens de renforcer les relations économiques, les échanges commerciaux, et la coopération, et d'élargir les partenariats bilatéraux dans divers domaines. A cette occasion, les deux parties sont convenues d'élaborer un mémorandum d'entente entre leurs organisations respectives et de préparer des visites d'hommes d'affaires et d'investisseurs afin d'explorer les oppor-

tunités d'investissement et de concrétiser des partenariats sur le terrain, précise la même source. Pour rappel, la délégation bosnienne effectue une visite en Algérie pour prendre part à la 57e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), dont l'ouverture est prévue lundi.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

NUMÉRISATION, RAIL ET COMPÉTENCES NATIONALES

Les nouveaux leviers de la stratégie économique

Le Conseil des ministres réuni, avant-hier dimanche, sous la présidence du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a mis en lumière plusieurs dossiers stratégiques dont la portée dépasse largement le cadre administratif. Entre numérisation, infrastructures ferroviaires, mobilisation des compétences nationales à l'étranger et valorisation du patrimoine, les décisions prises traduisent une volonté affirmée de consolider les fondements d'une économie plus compétitive, plus transparente et davantage tournée vers l'exportation.

Par Réda Hadi

Dès l'ouverture de la réunion, le chef de l'Etat a salué la sortie de l'Algérie de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI), une décision considérée comme un tournant majeur pour l'attractivité économique du pays. Cette reconnaissance internationale constitue, en effet, un signal fort adressé aux investisseurs étrangers, aux institutions financières internationales et aux partenaires économiques de l'Algérie.

Pour le président Tebboune, cette avancée marque la rupture définitive avec les pratiques qui avaient terni l'image financière du pays avant 2019. Elle vient surtout consacrer les réformes engagées ces dernières années dans les domaines bancaire, financier et judiciaire afin de renforcer la transparence des transactions, lutter contre le blanchiment d'argent et améliorer la gouvernance économique.

Dans cette perspective, le président de la République a demandé aux ministres des Finances et de la Justice de poursuivre leurs efforts avec davantage de rigueur afin de prévenir tout dépasement futur et de préserver la crédibilité financière retrouvée de l'Algérie. Un enjeu essentiel à l'heure où le pays cherche à attirer davantage de capitaux, à développer ses exportations hors hydrocarbures et à renforcer son intégration dans les circuits économiques internationaux.

Autre axe majeur abordé lors du Conseil : la numérisation de l'administration. La mise en service effective du Portail national des services numériques s'inscrit dans une stratégie de modernisation de l'Etat visant à réduire les coûts de fonctionnement, améliorer la qualité des services publics et rationaliser les dépenses. Au-delà de la simplification des démarches administratives pour les citoyens et les entreprises, la transformation numérique est perçue comme un puissant levier de croissance. Elle doit permettre d'améliorer la collecte des données économiques, de réduire les

délais administratifs, de renforcer la transparence et de limiter les opportunités de fraude et de corruption.

Le président Tebboune a également insisté sur l'élaboration de la carte sociale nationale avant la prochaine rentrée sociale. Ce projet devrait permettre un ciblage plus efficace des aides publiques et une meilleure orientation des ressources budgétaires vers les populations réellement éligibles, contribuant ainsi à une gestion plus efficiente des dépenses sociales.

Sur le plan des infrastructures, le projet ferroviaire reliant Laghouat, Ghardaïa et El Meniaïa a occupé une place centrale dans les discussions. Le président de la République a ordonné l'accélération du lancement des différents chantiers de cette ligne considérée comme stratégique pour le développement économique du Sud algérien.

Cette infrastructure devrait jouer un rôle déterminant dans le désenclavement de vastes territoires, la réduction des coûts logistiques et la fluidification des échanges commerciaux. Les retombées attendues concernent également la création de milliers d'emplois directs et indirects durant les phases de réalisation et d'exploitation.

Le raccordement futur de Hassi Messaoud à cette ligne revêt une importance particulière. Il permettra d'optimiser le transport des produits énergétiques et industriels, tout en accompagnant l'entrée en service prochaine de la nouvelle raffinerie de Hassi Messaoud. Cette connexion devrait renforcer les capacités d'exportation du pays et améliorer la compétitivité des productions nationales sur les marchés internationaux.

Le Conseil des ministres a également approuvé la création d'un Haut conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger. Placé sous l'autorité de la Présidence de la République et doté d'une autonomie administrative et financière, cet organe vise à mobiliser le potentiel considérable des compétences algériennes établies à travers le monde.

Cette initiative s'inscrit dans une logique de transfert de savoir-faire, d'innovation et de modernisation technologique. Dans un contexte de transition économique, l'expertise de chercheurs, ingénieurs et universitaires algériens exerçant dans les plus grands centres de recherche internationaux constitue un atout stratégique pour accélérer le développement industriel, numérique et scientifique du pays.

Par ailleurs, la création d'une Agence nationale d'archéologie traduit une approche nouvelle de valorisation du patrimoine comme ressource économique. Dotée du statut d'établissement à caractère industriel et commercial, cette structure aura pour mission de développer les activités de recherche et d'exploration archéologiques tout en renforçant la protection des sites historiques.

Au-delà de sa dimension culturelle, cette démarche ouvre des perspectives importantes pour le tourisme patrimonial, secteur appelé à devenir l'un des piliers de la diversification économique nationale. La découverte et la mise en valeur de nouveaux sites pourraient générer des investissements, favoriser l'activité touristique et créer des emplois dans plusieurs régions du pays.

Enfin, le président Tebboune a donné des instructions pour la création d'une société algéro-chinoise chargée du nettoyage des ports algériens. Cette décision s'inscrit dans une vision plus large visant à préparer les infrastructures portuaires nationales à l'augmentation des flux commerciaux et à la montée en puissance des exportations minières.

L'extension du port d'Annaba, combinée à la future ligne ferroviaire minière reliant la mine de Bled El Hadba à Oued Kebrat puis au port, constitue l'un des maillons essentiels de la stratégie nationale de valorisation du phosphate. Ce projet devrait permettre à l'Algérie de renforcer sa présence sur les marchés internationaux des engrais et des produits dérivés, tout en générant des recettes substantielles en devises.

SORTIE DE LA LISTE
GRISE DU GAFI

Un acquis majeur pour l'Algérie, selon la BA

La reconnaissance par le Groupe d'action financière (GAFI) des avancées réalisées par l'Algérie constitue une excellente nouvelle et consacre un acquis majeur, à savoir la mise en place d'un dispositif réglementaire multisectoriel moderne et rigoureux, a indiqué la Banque d'Algérie dans un communiqué.

Sous l'impulsion et la coordination de la Banque d'Algérie, le Comité de coordination nationale a fédéré l'ensemble des acteurs sectoriels afin d'harmoniser le cadre juridique et opérationnel national avec les normes internationales les plus strictes, souligne la même source. Selon la Banque d'Algérie, cette avancée apporte des bénéfices concrets au développement économique du pays. Elle permet, en premier lieu, un renforcement de la visibilité internationale des opérateurs économiques algériens, facilitant ainsi les partenariats avec les institutions financières et les acteurs économiques à l'échelle mondiale.

Elle constitue également, ajoute la même source, un facteur d'attractivité supplémentaire pour les investissements étrangers, en envoyant un signal de confiance susceptible d'encourager l'implantation d'investisseurs internationaux et la création de nouvelles opportunités d'emploi. « Ce label de confiance est un signal fort qui encourage les investisseurs internationaux à s'implanter en Algérie et à créer de nouvelles opportunités d'emploi », lit-on dans le communiqué.

La Banque d'Algérie a estimé, enfin, que cette reconnaissance contribue à la consolidation de la souveraineté financière nationale, en renforçant la crédibilité d'un environnement économique plus sécurisé, moderne et compétitif. Ce résultat s'inscrit, conclut le communiqué, dans le cadre d'une dynamique collective et d'une gouvernance rigoureuse visant à positionner l'économie nationale sur de nouvelles perspectives de développement.

Z R.

LANCEMENT EFFECTIF DU PORTAIL NATIONAL DES SERVICES NUMÉRIQUES

Une avancée majeure dans la modernisation de l'action publique

Par Selma R.

Lors du Conseil des ministres réuni avant-hier dimanche, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a mis l'accent sur le lancement effectif du Portail national des services numériques, présenté comme un levier stratégique pour moderniser la gestion publique, rationaliser les dépenses et améliorer la qualité des services destinés aux citoyens. Cette initiative s'inscrit dans la dynamique de transformation numérique engagée par l'Etat et vise à renforcer l'efficacité de l'action publique grâce à une gestion fondée sur la donnée et l'interconnexion des systèmes.

Selon le communiqué du Conseil des ministres, le président de la République a souligné que ce portail vise à « améliorer la gestion, réduire les dépenses et accroître l'efficacité dans l'administration des affaires de l'Etat et des citoyens ». Il a également insisté sur les retombées attendues en matière de simplification des procédures administratives et d'amélioration du quotidien des usagers.

Dans ce cadre, le chef de l'Etat a chargé la Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre d'élaborer la carte sociale nationale avant la prochaine rentrée sociale. Cette initiative s'inscrit dans la vision d'un Etat moderne doté d'un système numérique capable de renforcer la souveraineté nationale tout en luttant contre les différentes formes de fraude et de corruption.

Pour Souhil Guessoum, expert en numérique et président de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), le lancement effectif de ce portail constitue une avancée majeure dans la modernisation de l'action publique. Il estime que cette plateforme doit fonctionner comme un véritable « guichet unique », accessible aussi bien depuis un ordinateur que depuis un smartphone, permettant aux citoyens et aux opérateurs économiques d'accéder à l'ensemble des services administratifs à partir d'un point d'entrée unique. Selon lui, cette approche contribuera à réduire la bureaucratie, à renforcer la transparence et à raccourcir les délais de traitement des dossiers. « Le prin-

cipe du guichet unique est aujourd'hui indispensable pour améliorer la relation entre l'administration, les citoyens et les entreprises », a-t-il souligné sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale. L'expert rappelle toutefois que la réussite du projet dépendra de l'interconnexion effective des différentes bases de données publiques. Bien que plusieurs administrations aient déjà engagé leur propre processus de numérisation, notamment dans les domaines de l'état civil, de la fiscalité ou de la sécurité sociale, ces systèmes demeurent souvent cloisonnés. De son côté, l'expert en économie, Abderrahmane Hadeff considère que ce portail est l'aboutissement d'un vaste chantier engagé depuis plusieurs années. « Ce portail est la partie visible de l'iceberg », a-t-il affirmé sur la « Chaîne I » de la radio nationale, expliquant qu'il repose sur une stratégie nationale de transformation numérique, un cadre législatif dédié, un centre national des données publiques, une infrastructure de cloud gouvernemental et un réseau sécurisé d'échange de données. Selon lui, cette nouvelle archi-

tecture permettra de concrétiser le principe du « once only », grâce auquel le citoyen ne fournira ses informations qu'une seule fois, celles-ci étant ensuite partagées de manière sécurisée entre les différentes administrations. « Le citoyen pourra accéder aux services publics à distance et suivre l'avancement de ses dossiers dans un cadre plus transparent et plus efficace », a-t-il indiqué. Il estime également que l'interopérabilité des systèmes d'information contribuera à mettre fin au fonctionnement cloisonné des administrations et à renforcer la traçabilité des opérations, réduisant ainsi les risques de fraude et de corruption. Concernant la future carte sociale nationale, Abderrahmane Hadeff explique qu'elle reposera sur des enquêtes statistiques locales, des données administratives et des indicateurs sociaux précis. Cet outil permettra aux pouvoirs publics de disposer d'un véritable tableau de bord décisionnel afin de mieux cibler les politiques sociales et d'améliorer l'efficacité des mécanismes de soutien public.

ENTREPRENEURIAT

La NESDA organise des journées portes ouvertes

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) organise, par le biais de son antenne Alger-Est, des journées portes ouvertes sous le thème "L'entrepreneuriat : un choix prometteur pour un développement durable", du 21 au 23 juin courant, dans le but de faire connaître les programmes d'appui et d'accompagnement destinés aux porteurs de projets et aux promoteurs de micro-entreprises, indique un communiqué de l'agence. Cette manifestation, qui a débuté samedi au niveau de l'esplanade de l'APC de Kouba, aura lieu dans trois sites différents. Elle se poursuit ce dimanche à l'esplanade de la mairie de Bordj El Kifan et s'achèvera lundi au siège de l'antenne de Rouiba, située à la cité AADL de Heraoua, précise la même source.

Ces journées portes ouvertes destinées aux porteurs de projets, aux promoteurs de micro-entreprises, aux étudiants, ainsi qu'aux jeunes souhaitant se lancer dans l'entrepreneuriat, constituent une opportunité pour découvrir les différents services et facilitations proposés par l'agence, à travers des espaces dédiés à l'orientation, à l'accompagnement et à la prise en charge des préoccupations liées à la création et au développement d'entreprises, ajoute le communiqué.

Les participants pourront également prendre connaissance des programmes d'appui et d'accompagnement destinés aux entrepreneurs, bénéficiaire de consultations directes assurées par les experts et conseillers de l'agence, et découvrir les plateformes numériques et les services électroniques modernes mis à la disposition des porteurs de projets. Cette manifestation se veut aussi un espace de promotion des opportunités de sous-traitance et de partenariats économiques, favorisant l'établissement de nouvelles relations professionnelles entre les différents acteurs économiques, de même qu'elle permettra aux visiteurs de s'inscrire et de bénéficier immédiatement des services numériques disponibles. La NESDA a, par ailleurs, souligné que l'organisation de ces journées portes ouvertes s'inscrit dans le cadre de ses efforts visant à rapprocher ses services des citoyens, à promouvoir la culture de l'entrepreneuriat et à ouvrir des espaces de communication et de coopération, contribuant ainsi à la création de projets réussis et d'entreprises capables de soutenir le développement économique durable.

APS

LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

Les partis mettent en avant leurs programmes

À quelques jours des élections législatives du 2 juillet, les partis politiques intensifient leur campagne à travers plusieurs wilayas du pays, en mettant en avant leurs programmes et leurs visions pour le prochain Parlement. Synthèse Z R.

Le Front des forces socialistes (FFS), par la voix de son Premier secrétaire national Youcef Aouchiche, a affiché son ambition d'obtenir des résultats « solides » lors de ce scrutin. Lors d'une rencontre de proximité à Birkhadem (Alger), il a appelé les militants à renforcer le travail de terrain jusqu'à la fin de la campagne et à mieux faire connaître le programme du parti. Le FFS, qui présente 38 candidats à Alger, vise le plus grand nombre de sièges possible et encourage les électeurs à voter avec responsabilité. Le parti insiste sur un programme axé sur l'accompagnement des citoyens et sur un Parlement appelé à contribuer à l'élaboration des politiques publiques et au développement local.

De son côté, le Front El Moustakbal considère cette échéance comme un rendez-vous national majeur pour l'avenir du pays. Son président, Fatah Boutbig, a souligné à Mascara que ces élections doivent permettre la mise en place d'un « Parlement fort », capable de défendre les intérêts de la nation et de proposer des solutions concrètes aux préoccupations des citoyens. Le responsable politique a également mis en avant l'importance du secteur agricole dans le développement durable et la croissance économique, appelant à une forte participation citoyenne le 2 juillet.

Le Front de libération nationale (FLN) a estimé pour sa part que ces législatives constituent une étape majeure pour le renforcement des institutions de l'État et la poursuite du développement et des réformes. Son secrétaire général, Abdelkrim Benbarek, a qualifié le scrutin de « bataille démocratique » et de responsabilité nationale nécessitant une large participa-

tion. Il a appelé les électeurs à faire du 2 juillet un moment de fidélité aux valeurs nationales et de consolidation de la confiance, tout en affirmant que les candidats du parti portent un projet clair pour répondre aux préoccupations des citoyens.

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), par la voix de son président Atmane Mazouz, a assuré que ses candidats, une fois élus, resteront à l'écoute des citoyens et fidèles à leurs engagements. Le parti, qui présente un programme articulé autour de 100 propositions, met l'accent sur l'amélioration des conditions de vie et la présence continue de ses élus sur le terrain afin de relayer les préoccupations des citoyens au Parlement.

Dans l'ensemble, les formations politiques en lice appellent à une forte mobilisation des électeurs le 2 juillet, tout en mettant en avant la nécessité d'un Parlement efficace, représentatif et proche des citoyens.

PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊT

La DGF déploie un dispositif renforcé

La Direction générale des forêts (DGF) a mis en place un dispositif renforcé de prévention et de lutte contre les feux de forêts, et ce dans le cadre de la campagne 2026 s'appuyant notamment sur le déploiement à l'échelle nationale d'importants moyens matériels, logistiques, et technologiques, soutenus par une flotte de canadiens.

"La campagne 2025-2026, lancée le 1er mai et qui se poursuit jusqu'au 30 novembre, se distingue par un recours accru aux moyens technologiques, notamment les drones pour la détection précoce des départs de feu", a indiqué à l'APS le directeur de la Protection de la faune et de la flore à la DGF, Essaïd Si Ali.

Selon lui, 35 drones sont actuellement opérationnels, avec l'acquisition imminente de 80 autres afin de renforcer les capacités de surveillance. Le système de surveillance comprend également 510 postes de vigie installés en zones forestières, permettant d'assurer une alerte précoce aux feux de forêts et une coordination directe avec les équipes d'intervention relevant de la DGF. Sur le plan opérationnel, le dispositif comprend 40 colonnes mobiles déployées à travers 40 wilayas, chacune composée de camion-citernes, appuyées par 544 brigades de première intervention chargées d'intervenir rapidement en cas de départ de feu.

Les travaux d'aménagement forestier ont été intensifiés en amont de la campagne et qui incluent l'ouverture et l'entretien de plus de 52.350 km de pistes forestières, la réalisation de 31.125 hectares de tranchées pare-feu, ainsi que la mise en place de plus de 3.000 points d'eau destinés aux opérations de lutte.

Des actions de désherbage et de débroussaillage ont aussi été menées en amont de la campagne afin de réduire les matières inflammables, notamment à proximité des routes, des lignes électriques et des voies ferrées.

Dans ce cadre, plusieurs secteurs sont mobilisés, a-t-il poursuivi, en citant celui de l'énergie via Sonegaz pour le nettoyage sous les lignes à haute tension, les travaux publics pour les abords des

routes, ainsi que l'entreprise ferroviaire pour les zones proches des voies.

Les agriculteurs dont les exploitations sont situées à proximité des forêts et les habitants des zones forestières ont été sensibilisés sur l'importance du nettoyage des terrains et de la création de bandes de protection autour des exploitations agricoles afin de limiter les risques d'incendie. Les mesures de prévention prévoient également la fermeture temporaire de tronçons forestiers vulnérables en période de risque élevé, afin de limiter les départs de feu dans ces zones, note M. Si Ali précisant que les citoyens sont orientés vers des espaces autorisés, notamment les parcs nationaux et les sites aménagés, afin de préserver les zones forestières en cette période estivale. Il a tenu à mettre en avant le rôle de la so-

ciété civile avec plus de 2.500 associations écologiques impliquées dans les actions de prévention et de sensibilisation contre les risques des feux de forêts.

Le dispositif de lutte contre les feux de forêts de la DGF cette année s'appuie, d'autre part, sur d'importants moyens aériens mobilisés en coordination avec les interventions terrestres.

"La flotte comprend une vingtaine d'aéronefs, composée d'hélicoptères et d'avions bombardiers d'eau, destinée principalement aux opérations de lutte sur les zones difficiles d'accès et les reliefs escarpés", a indiqué le même responsable, ajoutant que le dispositif inclut notamment des appareils de type Air Tractor, dotés de grandes capacités.

R.E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 22 جوان 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 22 Juin 2026

| Produits | Prix du détail ¹ | | | المنتجات | |
|----------------------------|-----------------------------|-----------------|-----------------|---------------|--------------------|
| | معدل Moyenne | أعلى Maximum | أدنى Minimum | | |
| | DA / Kg | دج / كغ | | | |
| Légumes frais | Pomme de terre | 87 | 99 | 75 | البطاطا |
| | Tomate | 82 | 96 | 67 | الطماطم |
| | Oignon sec | 65 | 75 | 55 | البصل الجاف |
| | Ail sec | 658 | 745 | 570 | الثوم الجاف |
| | Ail vert | 301 | 328 | 274 | الثوم الأخضر |
| | Carotte | 87 | 99 | 75 | الجزر |
| | Navet | 98 | 111 | 86 | اللفت |
| | Poivron | 138 | 155 | 121 | الفلفل الأخضر |
| | Piment | 138 | 158 | 119 | الفلفل الحار |
| | Courgette | 74 | 86 | 61 | الكوسة |
| | Haricot vert | 153 | 171 | 136 | الفاصولياء الخضراء |
| Laitue | 102 | 115 | 89 | الخس | |
| Fruits frais | Pomme locale | 568 | 707 | 429 | التفاح المحلي |
| | Datte | 503 | 627 | 380 | التمر |
| | Banane | 503 | 523 | 483 | الموز |
| | Melon | 124 | 143 | 105 | البطيخ الأصفر |
| Pastèque | 81 | 94 | 68 | البطيخ الأحمر | |
| Produits d'origine animale | Viande bovine locale | 2013 | 2149 | 1877 | لحم البقر المحلي |
| | Poulet de chair | 370 | 383 | 356 | الدجاج |
| | Œufs (Unité) | 16 | 17 | 15 | البيض (وحدة) |
| | Lait de vache (Litre) | 97 | 103 | 91 | حليب البقر (لتر) |

Dernière composition de DZAIRINDEX

| Libellé de la valeur | Code | Ouverture | Clôture | Var % | Ecart Mensuel % | Ecart Annuel % | per | Rend Net % | Volume transigé | Valeur transigée DA |
|-------------------------------|------|-----------|---------|-------|-----------------|----------------|-------|------------|-----------------|---------------------|
| ALLIANCE ASSURANCES | ALL | 345,00 | NC | 0,00 | 0,18 | -10,00 | 6,09 | 10,14 | 0 | 0,00 |
| BANQUE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL | BOL | 1 397,00 | 1398,00 | 0,07 | 0,04 | -0,85 | 8,99 | 5,56 | 77595 | 108 477 810,00 |
| BIOPHARM | BIO | 2 510,00 | 2510,00 | 0,00 | 0,05 | 1,19 | 6,87 | 6,37 | 1191 | 2 989 410,00 |
| CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE | CPA | 2 090,00 | 2194,00 | +4,98 | 5,41 | -1,49 | 10,46 | 5,70 | 27878 | 61 164 332,00 |
| EGH El Aurassi | AUR | 360,00 | NC | 0,00 | 0,00 | -4,01 | 4,55 | - | 0 | 0,00 |
| SAIDAL | SAI | 445,00 | NC | 0,00 | 0,00 | 7,82 | 4,21 | 4,72 | 0 | 0,00 |

Les politiques agricoles face au changement climatique : Le cas algérien

1^{ère} partie

Les principales données statistiques disponibles et les références bibliographiques, académiques ou institutionnelles exploitées, sont tirées des rapports de la Banque mondiale, du FMI, de la CNUCED et accessoirement de Brookings PwC. Quelques autres lectures découvertes sur le tas sont citées également.

Par Dr Zoubir SAHLI (*)

L'Algérie comme les autres pays du Maghreb présente une grande sensibilité au changement du climat. Le pays est menacé par plusieurs facteurs à savoir : la désertification, les catastrophes naturelles, la sécheresse, l'ensablement, les incendies de forêts, la pollution du littoral et la surexploitation des ressources halieutiques. Le GIEC2 estime, en effet, pour toute la région du Maghreb, un réchauffement de l'ordre de 1 à 4°C et une perturbation des régimes pluviométriques vers la baisse et l'irrégularité extrême. Le changement climatique (CC) va ainsi impacter négativement la sécurité alimentaire et la balance commerciale de ces pays. Les politiques agricoles ont été au centre des actions à caractère stratégique, menées par les pouvoirs publics, pour assurer la sécurité alimentaire, le développement rural et l'emploi. L'Algérie comme les autres pays du Maghreb avaient déjà engagé diverses politiques et mené divers programmes agricoles et de développement rural, rénovés avec la conjoncture économique et les enjeux climatiques actuels. Les politiques menées au cours des vingt dernières années en Algérie pour faire face à ce phénomène ont certes essayé d'être plus résilientes, mais elles n'ont pas suffisamment pris en compte les effets et les impacts du CC sur les ressources naturelles et l'évolution des systèmes de production agricoles. Il devient dès lors nécessaire de s'interroger sur l'état de l'engagement en matière d'action dans le domaine de l'agriculture et du développement rural pour s'adapter aux effets du CC.

. Parmi ces politiques, on peu citer :

- La protection des ressources naturelles : à travers diverses stratégies et politiques rurales, forestières et hydrauliques ; certaines et parfois l'ensemble de ces stratégies et politiques ont été revus dans le cadre des nouveaux engagements à l'échelle mondiale concernant les questions liées aux CC.
- Le développement rural durable : diverses politiques lui ont été dédiées au cours des trente dernières années : certaines ont des orientations de développement rural « intégré » ou « durable » prenant en charge (partiellement) les questions de préservation et/ou de valorisation des ressources naturelles et la lutte contre l'aridité et la désertification.
- La Politique de l'Eau : l'Algérie est englobée dans un spectre de stress hydrique assez large ; l'importance du

facteur eau a amené les autorités à renforcer leurs politiques hydrauliques (notamment celles basées sur la « Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) ») et à enclencher de nouvelles démarches, englobant une gestion régionale, économique et écologique.

- Les politiques de développement agricole et de sécurité alimentaire : les politiques agricoles ont toutes été marquées par l'emprise de l'Etat qui a donné lieu à un ensemble de mesures de soutien à la production et aux prix agricoles, et de subventions aux produits alimentaires de consommation ; ces politiques ont toutefois montré leurs limites et ont suscité des questionnements, notamment sur leur efficacité face aux risques écologiques et face à l'utilisation des ressources naturelles (dont l'eau et les sols). En fait, ces politiques ont eu des résultats contrastés, leur caractéristique majeure est l'existence des stratégies parfois contradictoires entre d'une part la nécessité d'augmenter la production agricole par l'intensification et la modernisation des structures agricoles et par, d'autre part, l'indispensable protection et conservation des ressources naturelles face à des risques qui seraient induits – entre autres – par les CC, notamment la lutte contre l'érosion et la désertification et une meilleure utilisation de l'eau. Il y a eu bien sur d'autres politiques vertueuses comme le développement rural et la lutte contre la pauvreté qui sont venus renforcer ces stratégies. Ces programmes font d'ailleurs partie des Objectifs du Millénaire (OMD) et maintenant les Objectifs du développement durable (ODD), auxquels le pays a souscrit.
- L'action Environnement, climat et développement durable : L'Algérie peut se targuer de disposer d'une Stratégie nationale de l'environnement, d'un Plan d'action pour l'environnement et le développement durable (2002-2012), d'un Schéma d'aménagement du territoire (2010-2030) et d'un Plan national climat (2015-2050)³. D'autres politiques sectorielles sont également mises en œuvre dans les domaines de l'éducation environnementale, des ressources énergétiques, du développement des forêts et al protection de la steppe, de l'économie bleue, de l'économie de l'eau et de l'adaptation du secteur des ressources en eau au changement climatique, de la préservation des écosystèmes, du développement rural et de la dépollution industrielle.

Principaux indicateurs internationaux sur les efforts faits par l'Algérie en matière d'environnement

Nous relevons donc une prise de conscience quant aux risques à affron-

- 92^{ème} place/ 178 pays de l'Indice de performance environnementale (EPI ²², 2014) ; 86^{ème} place/ 132 pays (2012) et 42^{ème}/163 pays en 2011 ;
- 66^{ème} place/124 pays de l'Index de performance de l'architecture énergétique mondiale (EAIP ²³, 2014) et 2^{ème} rang des pays MENA, suivie par le Maroc (79^{ème} /124), l'Egypte (81^{ème} /124) et la Lybie (86^{ème} /124) mais devancé par la Tunisie (60^{ème} /124) ;
- L'Index AFEX ²⁴ -2013 (Arab Future Energy Index) classe l'Algérie (45 points) après le Maroc (71 points), l'Egypte (53 points), la Tunisie (47 points) et avant le Soudan (25 points) et la Lybie (20 points), en matière de développement des énergies renouvelables dans la région arabe ;
- 45^{ème} / 58 pays selon l'indice de gouvernance des ressources naturelles (RGI, 2013) ²⁵ ; après le Maroc (25^{ème}), l'Egypte (38^{ème}) et avant la Libye (55^{ème}) ;
- 49^{ème} / 58 pays selon l'Index de performance du changement climatique, IPCC 2014 : derrière le Maroc (115^{ème}) et l'Arabie (126^{ème}) :

Source : /Nations Unies/CEA – Economie verte en Algérie

Objectifs du Plan national climat (2015-2050)

- Réduire les émissions carbone à travers notamment la séquestration du CO2 ;
- Promouvoir les énergies propres ;
- Diminuer l'empreinte carbone des activités industrielles et domestiques ;
- Adapter les infrastructures au changement climatique : amélioration du système hydrique, reboisement massif et extension du barrage vert pour lutter contre la désertification ;
- Adapter l'agriculture au changement climatique.

Programme national de développement des énergies renouvelables (PNDER) 2011-2030

Coût global estimé : 80-100 milliards de Dollars (Phase de projets pilotes et test des filières en cours)

- Loi n° 04-09 (2004) sur les ER
- Fonds national des ER (2009) alimenté à hauteur de 1% par la redevance pétrolière

Objectifs (Horizon 2030) :

- 22 000 MW dont 12 000 MW pour le marché national (22% de la production électrique globale) ;
- Couvrir 40% des besoins en électricité du pays : énergie solaire thermique et photovoltaïque (37%) et énergie éolienne (3%). La part des énergies renouvelables dans la consommation nationale d'électricité passerait ainsi de 2% (2011) à 5% en 2015, 14% en 2020 et 40% en 2030.
- Créer près de 200 000 emplois directs et indirects ;
- Economie de près de 600 milliards de m³ de gaz ;
- Accroître le taux d'intégration de l'industrie locale : 50% d'ici 2020 et 80% d'ici 2030.
- Première centrale électrique solaire-gaz de 150MW dont 25MW en solaire thermique (Hassi R'mel)
- Mise en place d'un programme national de recherche dans les énergies renouvelables.
- 2015-2020 : phase de déploiement et de fabrication d'équipements
- 2020-2030 : phase de développement à grande échelle

Source : /Nations Unies/CEA – Economie verte en Algérie

ter et au devenir des ressources naturelles et des systèmes de production mis en œuvre dans le cadre de politiques agricoles, de même que l'engagement de mesures et de programmes intéressants, ainsi que des actions parfois audacieuses face aux risques de dégradation, de désertification, de vul-

néabilité économique et sociale et d'insécurité alimentaire. Mais cela reste encore insuffisant

Que faire alors ?

(A suivre)

Notes

1 Réflexion adaptée de l'étude FAO : Z. Sahli et M. Amrane « Les politiques agricoles maghrébines à l'ère des accords climatiques » que nous avons réalisée pour la FAO en 2018

2 GIEC ; Groupe international de réflexion sur le climat

MÉDÉA / KSAR-EL-BOUKHARI

699 exploitations agricoles raccordées au réseau d'électricité

Six-cent-quatre-vingt-neuf (699) exploitations agricoles situées dans la wilaya de Médéa et celle nouvellement créée de Ksar-El-Boukhari ont été raccordées au réseau électrique dans le cadre du dispositif d'accompagnement au secteur agricole mis en œuvre par les pouvoirs publics, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz.

Lancée en 2021, l'opération a touché jusqu'à présent 94 % des exploitations agricoles concernées par ce programme qui sont au nombre de 736, a fait savoir la même source.

Il est indiqué, en outre, que trois exploitations agricoles sont en cours de raccordement et 34 autres en phase de finalisation des procédures de lancement des travaux.

La totalité du programme sera achevé d'ici la fin de l'année 2026, a précisé la même source, ajoutant que le raccordement de ce nombre d'exploitations contribue à développer davantage l'activité agricole et encourager l'investissement dans ce secteur.

TAMANRASSET

Lancement d'une caravane de sensibilisation sur la création de microprojets

Une caravane de sensibilisation sur les modalités de création de microprojets a été lancée dimanche par les autorités de la wilaya de Tamanrasset. Le départ de la caravane a été donné depuis le siège de la wilaya, en présence de représentants d'institutions partenaires, à l'instar d'Algérie-Poste, Algérie-Télécom, le secteur de la Formation professionnelle et les Chambres de Commerce et de l'Agriculture. Selon le directeur de wilaya de l'antenne locale de l'Agence nationale de gestion du microcrédit, Aïssa Ouled Sellam, la caravane, permettra aux citoyens, lors de ses différentes haltes au niveau de lieux publics, de s'informer sur les différents aspects liés au monde de l'entrepreneuriat et aux modalités de montages de petites activités économiques demandées sur le marché local.

APS

BLIDA

Lancement d'un programme de formation au profit des médecins ivoiriens au Centre anti cancer

Le Centre anti cancer (CAC) de Blida a lancé, dimanche, en coordination avec la société "Roche Algérie", un programme de formation destiné aux médecins spécialisés en oncologie et en chirurgie, dans le cadre de renforcement de la coopération Sud-Sud et de l'échange d'expertises.

Dans le cadre de ce programme de formation, consacré aux techniques et traitements les plus récents du cancer du sein, le CAC de Blida a accueilli une délégation de 15 médecins et chirurgiens de Côte d'Ivoire, dans la mais de conforter la position de l'Algérie en tant que pôle africain de formation en cancérologie, a indiqué le président de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, également chef du service oncologie du CAC de Blida, le Pr. Adda Bounedjar.

Il a souligné que le "modèle algérien est désormais une référence à suivre, et fait actuellement l'objet d'une mise en œuvre en Côte d'Ivoire, dans le cadre du renforcement de la coopération, de l'échange d'expertises et de la confirmation du rôle pionnier de l'Algérie dans ce domaine".

M. Bounedjar a ajouté que ce programme s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre le cancer et de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer le rôle de l'Algérie dans les

domaines de la formation et de la prise en charge sanitaire.

Le premier jour de ce programme, qui s'étale sur une semaine, est consacré à des présentations théoriques sur l'expérience algérienne dans la prise en charge du cancer du sein.

Les participants effectueront dans les prochains jours des visites de terrain dans les différents services du CAC, où ils bénéficieront d'une formation spécialisée en cancérologie, notamment dans le traitement du cancer du sein.

Selon M. Bounedjar, les membres de la délégation ivoirienne ont apprécié l'expérience algérienne en matière de lutte contre le cancer, notamment le guide thérapeutique national unifié, élaboré en 2022 puis actualisé en 2024 et en 2026. Ce référentiel regroupe 31 protocoles thérapeutiques harmonisés à l'échelle nationale, permettant d'uniformiser la prise en charge des patients.

Il a également souligné qu'il s'agit de la 2e délégation ivoirienne accueillie par le centre dans l'espace de deux semaines. Sachant que le CAC de Blida accueille également un mé-

decin résident mauritanien, ce qui conforte son statut de centre africain de référence pour l'échange d'expertises dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

Par ailleurs, des discussions sont en cours avec plusieurs pays africains et arabes souhaitant bénéficier de l'expérience algérienne à travers la conclusion d'accords de formation continue et de partage d'expertises, selon la même source. Le Pr Bounedjar a mis en avant l'expérience "pionnière" de l'Algérie dans la prise en charge des malades atteints de cancer, fondée sur la gratuité des soins et le développement d'un réseau de structures spécialisées qu'il a qualifié de "valeur ajoutée".

Il a souligné que la Côte d'Ivoire, qui compte près de 30 millions d'habitants, ne dispose que d'une trentaine d'oncologues et de deux (2) centres de radiothérapie, l'Algérie compte plus de 600 médecins spécialistes, plus de 22 centres de radiothérapie à travers le pays et plus de 500 spécialistes en radiothérapie.

APS

SAÏDA

Plus de 90 salles de classe en extension prévues pour la prochaine rentrée scolaire

Plus de 90 nouvelles salles de classe en extension réception seront créées dans la wilaya de Saïda en prévision de leur mise en service à l'occasion de la prochaine rentrée scolaire (2026-2027), a-t-on informé dimanche auprès de la direction des équipements publics (DEP). La même source a précisé que ce programme comprend un total de 94

salles de classe, réparties entre 68 salles destinées à l'enseignement primaire, 18 salles au profit des établissements d'enseignement moyen (CEM) et 8 salles dédiées au cycle secondaire (lycées). Elle a relevé que les travaux sont en cours de réalisation dans plusieurs communes de la wilaya. Ces projets, supervisés par la DEP,

affichent un taux d'avancement jugé « très satisfaisant », selon la même source, qui a indiqué que leur réception est attendue dans les semaines à venir afin de permettre leur mise en exploitation dès la prochaine rentrée scolaire.

Ces réalisations s'inscrivent dans le cadre du renforcement des infrastructures éducatives et de l'amélioration

des conditions de scolarisation. Elles visent également à répondre à l'augmentation continue des effectifs scolaires, en offrant des capacités pédagogiques supplémentaires et en particulier la pression sur les établissements existants.

R E.

KHENCHELA

Raccordement de 8 zones d'activités aux réseaux de l'électricité et du gaz

Au total, 8 zones d'activités viennent d'être raccordées, dans la wilaya de Khenchela, aux réseaux de distribution de l'électricité et du gaz, a-t-on informé, dimanche, auprès de la direction locale de distribution.

Le responsable de l'information et de la communication au sein de cette filiale du groupe Sonelgaz, Mohamed-Tahar Boukehil, a précisé qu'il s'agit de zones d'activités situées dans les communes de Kaïs, de Bouhmama, de M'toussa, d'El Hamma, de Chechar, de Remila, de Taouzianet et de Khenchela.

La même source a ajouté que la de ces projets, réalisés en coordination avec la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC) de la wilaya de Khenchela, nécessite la pose d'un réseau de distribution de 65 km pour l'électricité et de 25 km pour le gaz naturel.

M. Boukehil a ajouté que la direction de distribution « s'emploie, à l'heure actuelle, à la finalisation des travaux de raccordement des zones d'activités des communes de Babar et d'Ain Touila, où le taux d'avancement des travaux varie d'une zone à l'autre ».

Il a également indiqué que le budget alloué au raccordement au gaz et à l'électricité des zones d'activités des différentes communes de la wilaya « s'élève à 983 millions de dinars ».

Le responsable de l'information et de la communication de la direction de distribution a souligné que le raccordement des zones d'activités aux réseaux de l'électricité et du gaz « permettra de garantir une énergie stable aux projets programmés dans ces espaces dédiés aux activités industrielles ».

Agence

SÉTIF

Une production de plus de 2 millions de quintaux de céréales attendue

Une production de 2,1 millions de quintaux de céréales, toutes espèces confondues, est attendue dans la wilaya de Sétif au titre de la saison agricole en cours (2025-2026), a indiqué, dimanche, le chef de l'exécutif local, Mustapha Limani.

Le wali qui supervisait le lancement officiel de la campagne moissons-battage, a précisé que la récolte s'effectuera sur une superficie de 140 000 hectares, dont 87.325 semés en blé dur, 19.480 hectares

en blé tendre, 30.000 hectares en orge, 2.467 hectares en avoine et 137 hectares en triticale. Les prévisions de production devraient être des atteintes à la faveur de la fourniture de semences et d'engrais par la Coopérative des céréales et des légumes secs et de la pluviométrie enregistrée dans la région, ce qui permet de table sur un rendement de l'ordre de 15 à 35 quintaux par hectare.

Tous les moyens nécessaires ont été mobilisés pour la campagne des moissons,

avec, notamment, 680 moissonneuses-batteuses, 1.351 camions, 1.285 machines de fenaison, 4.441 tracteurs, en plus de la mise en place d'un plan préventif rigoureux en coordination avec les différents intervenants pour protéger les cultures des risques d'incendie et garantir le bon déroulement de la campagne, selon les explications fournies sur place. Pour rappel, la wilaya de Sétif dispose de 7 centres de proximité de stockage de céréales réparties sur 7 communes, avec

une capacité d'emmagasinage totale de 350.000 quintaux, en plus des entrepôts de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), ce qui permettra, a-t-on affirmé, de collecter les céréales dans de bonnes conditions.

Il a également été rappelé que les travaux de construction d'un silo stratégique d'une capacité d'un million de quintaux sont en cours dans la commune de Bir El Arch.

APS

L'accord énergétique entre la Syrie, la Jordanie et le Liban, un potentiel énorme pour l'ensemble de la région

L'accord tripartite conclu ce mois-ci entre la Syrie, la Jordanie et le Liban sur l'énergie constitue l'un des derniers développements les plus importants dans le paysage géopolitique en évolution du Levant.



Par Majid Rafizadeh (*)

Ce pacte, qui facilite l'utilisation des infrastructures jordaniennes pour les importations de gaz naturel liquéfié et la réactivation du gazoduc arabe, doit être considéré comme une étape importante vers une coopération régionale concrète. Cet accord présente plusieurs avantages. Tout d'abord, en s'appuyant sur des accords bilatéraux antérieurs, il répond aux déficits énergétiques immédiats de la Syrie tout en apportant des avantages indirects au secteur de l'électricité du Liban, qui est mis à rude épreuve. Étant donné que la Syrie se trouve encore à un moment critique de sa reconstruction après la guerre civile, il offre également une base pragmatique pour une collaboration plus large allant bien au-delà de la seule énergie. Le cadre des échanges de gaz démontre également le potentiel d'une coopération pratique dans une région longtemps en proie à des conflits et à des défis institutionnels. Ces dépendances mutuelles inciteront également les trois pays à s'engager davantage. Pour la Syrie, ce projet ajoute une capacité de production d'électricité essentielle aux efforts de reconstruction et à la relance de l'économie. Il renforce la position de la Jordanie en tant que plaque tournante régionale pour la logistique et l'énergie. Enfin, il soulage partiellement le Liban des pénuries chroniques d'électricité qui minent depuis longtemps la stabilité socio-économique. Cette collaboration permettra également d'établir des mécanismes de confiance et des mécanismes opérationnels qui pourront progressivement s'étendre à des domaines plus complexes. En d'autres termes, ces premières mesures pragmatiques peuvent ouvrir la voie à une coopération plus approfondie. Un autre aspect important de l'accord est qu'il peut être utilisé par les trois nations

comme point de départ pour favoriser des partenariats élargis dans quatre domaines : la sécurité, les affaires humanitaires, la connectivité économique et la gestion des ressources. Cela permettra non seulement de promouvoir leurs propres intérêts, mais aussi la stabilité et la prospérité du Moyen-Orient élargi. L'un des principaux domaines dans lesquels ils peuvent étendre leur coopération est la lutte contre la contrebande de drogue et d'autres réseaux criminels transnationaux. Ces réseaux exploitent la porosité des frontières et l'instabilité. Il convient également de noter que la production et le trafic de substances illégales telles que le captagon à partir de zones situées en Syrie et au Liban alimentent la violence, mettent à rude épreuve les ressources des forces de l'ordre et posent d'importants problèmes de santé publique dans l'ensemble du Levant. Le dialogue au niveau ministériel établi dans le cadre de l'accord sur le gaz peut également jeter les bases d'une plateforme pour l'échange de renseignements et la coordination des patrouilles frontalières. Les trois pays doivent intégrer leurs initiatives de lutte contre les stupéfiants afin de mieux perturber les flux illicites de drogues. Cela renforcera également l'autorité de l'État et réduira les effets de contagion sur les marchés voisins, y compris ceux du Golfe. Une autre question cruciale, et tout aussi urgente, est liée à la nécessité d'apporter des réponses coordonnées à la crise actuelle des réfugiés, en particulier en provenance de Syrie. La Jordanie et le Liban continuent d'accueillir d'importantes populations de réfugiés, ce qui pèse lourdement sur les services publics et la cohésion sociale, et les problèmes budgétaires restent aigus. Les trois pays peuvent soutenir directement l'amélioration des conditions dans les camps de réfugiés et les communautés d'accueil, ainsi que les programmes de réintégration dans la Syrie d'après-guerre.

Ces programmes humanitaires et de développement peuvent inclure des initiatives de création de moyens de subsistance et de formation professionnelle. Cela peut aider à transformer un défi prolongé en une opportunité grâce à un investissement partagé dans le capital humain. Les mécanismes trilatéraux peuvent également contribuer à promouvoir le retour volontaire et ordonné des réfugiés et la réinstallation durable, ce qui est plus susceptible d'atténuer les pressions démographiques. Une troisième question est liée au renforcement de la sécurité des frontières, qui représente un autre domaine critique de collaboration entre les trois pays. La gestion réussie des infrastructures liées à l'énergie près des frontières montre qu'il est possible d'élaborer des protocoles communs pour contrôler la sécurité des frontières. L'un des moyens de faire face aux risques posés par les acteurs non étatiques est de renforcer la surveillance et de moderniser les installations de franchissement des frontières. Cela permettrait également de faciliter et de sécuriser la circulation des biens et des personnes à travers les frontières. Dans l'environnement post-conflit de la Syrie, de telles mesures sont essentielles car elles renforcent la légitimité et créent des conditions propices à la reconstruction. En outre, il est essentiel de promouvoir l'intégration économique en augmentant les échanges commerciaux et la connectivité des infrastructures. Cela signifie la restauration et l'expansion des pipelines, des routes et des liaisons ferroviaires. Cela permettrait de faire de la Syrie un corridor régional vital, de tirer parti des atouts logistiques de la Jordanie et de son accès aux ports, et d'utiliser les avantages maritimes du Liban. Toutefois, cela nécessitera des cadres d'investissement conjoints, ainsi que la participation du secteur privé pour réduire les coûts. L'importance d'une telle initiative réside dans le fait qu'elle peut stimuler la création d'emplois. Elle accélérera également la reprise économique de l'après-

guerre en intégrant plus étroitement les trois économies aux marchés régionaux et mondiaux. Enfin, les trois pays peuvent se coordonner sur la question de l'eau afin de relever les défis interdépendants de la sécheresse et de la pénurie dans le Levant. Des projets spécifiques pourraient inclure la gestion partagée des aquifères, ainsi que des projets de dessalement soutenus par l'énergie. En d'autres termes, ils peuvent profiter de l'élan positif de l'accord sur le gaz pour se lancer dans des projets d'énergie renouvelable. Les ramifications d'une telle coopération à multiples facettes s'étendraient bien au-delà des trois États participants. Tout d'abord, un Levant plus stable réduirait les risques liés à un certain nombre de menaces, notamment le terrorisme, les migrations irrégulières et les trafics illicites. Ce modèle d'intégration pragmatique dirigé par les pays arabes pourrait également attirer les investissements et les financements internationaux. En résumé, l'accord entre la Syrie, la Jordanie et le Liban représente une avancée positive et pragmatique. Il établit une plateforme précieuse pour une collaboration élargie dans d'autres domaines critiques, notamment la lutte contre la contrebande de drogue, la crise prolongée des réfugiés, le renforcement de la sécurité aux frontières, l'amélioration du commerce et des infrastructures, et la coordination des politiques de l'eau et de l'énergie. Cette intégration à multiples facettes ne profiterait pas seulement aux trois pays en améliorant la sécurité, les résultats humanitaires et la prospérité, elle contribuerait également de manière significative à la stabilité régionale plus large dans tout le Moyen-Orient. Elle réduirait les menaces transnationales et créerait un modèle de coopération pragmatique dirigé par les pays arabes.

(*) *politologue irano-américain formé à Harvard.*

Source: Arabnews.fr; publié le 01/06/2026

LIBYE

La production pétrolière a atteint son plus haut niveau depuis 2013

L'augmentation de la production pétrolière à son plus haut niveau depuis plus d'une décennie contribue non seulement à améliorer les recettes budgétaires de la Libye, mais aussi à renforcer sa position sur le marché de l'énergie. Selon une annonce de la Compagnie nationale libyenne de pétrole (NOC), la production de pétrole brut de la Libye a atteint environ 1,44 million de barils tandis que la production de condensats a atteint 49 163 barils le 21 juin, soit le niveau quotidien le plus élevé depuis 2013.

Ce résultat marque une reprise significative pour l'industrie pétrolière et gazière libyenne, un pilier de l'économie du pays. Selon les chiffres officiels, le pétrole représente actuellement plus de 90 % des recettes du budget de l'État libyen et plus de 95 % de ses recettes d'exportation.

Cependant, la production pétrolière de ce pays d'Afrique du Nord a été perturbée à plusieurs reprises ces dernières années en raison de conflits, d'instabilité politique et de différends concernant le contrôle des champs pétrolifères et des ports d'exportation.

Malgré ces difficultés, l'industrie pétrolière et gazière libyenne montre des signes positifs. Selon les médias locaux, la NOC a enregistré en mai dernier son chiffre d'affaires mensuel le plus élevé en 10 ans, atteignant près de 4 milliards de dollars. Les analystes estiment que l'augmentation de la production pétrolière à son plus haut niveau depuis plus d'une décennie améliorera non seulement les recettes budgétaires de la Libye, mais contribuera également à renforcer sa position sur les marchés énergétiques régionaux et mondiaux.

Toutefois, la perspective du maintien des niveaux de production actuels reste fortement tributaire de la situation sécuritaire intérieure et de la stabilité politique.

Agence

EGYPTE

Le Désert occidental ajoute 12 000 barils à la production nationale de brut

Depuis l'été 2024, l'Égypte importe du gaz naturel pour couvrir ses besoins domestiques. Producteur historique d'hydrocarbures, le pays multiplie les initiatives pour retrouver son autosuffisance énergétique.



L'Égypte progresse sur un nouveau front pétrolier. Le ministère du Pétrole et des Ressources minérales a annoncé dimanche 15 juin que la production de pétrole brut et de condensats dans le désert occidental a augmenté d'environ 12 000 barils par jour au cours des deux dernières semaines.

Selon les informations relayées par Amwal Al Ghad, deux opérateurs sont à l'origine de

cette hausse. D'une part, Khalda Petroleum Company joint-venture entre la société américaine Apache Corporation et l'Egyptian General Petroleum Corporation (EGPC), a contribué à plus de 10 000 barils par jour supplémentaires. Cette évolution a d'autre part été soutenue par la production des champs Abu Sennan, opérés par la société publique General Petroleum Company (GPC) qui a ajouté environ 1500 barils par

jour. Dans l'ensemble, la stratégie déployée repose sur deux leviers. D'abord, l'expansion des activités de forage et d'exploration dans la région. Ensuite, le déploiement de technologies avancées pour améliorer les rendements des gisements en production. Le ministère précise que ces gains reflètent les efforts continus pour développer les découvertes récentes et maximiser la production des champs existants.

Un deuxième front qui s'ouvre après le record dans le Sinaï

Cette annonce fait suite à un autre résultat encourageant publié une semaine plus tôt. Le 7 juin, Le Caire avait annoncé que des champs offshore du Sinaï avaient atteint environ 27 000 barils par jour, leur plus haut niveau depuis 2017, grâce à un programme d'optimisation mené par l'italien Eni en partenariat avec EGPC.

Les progrès enregistrés dans le désert occidental et le Sinaï en moins de deux semaines illustrent des initiatives sur plusieurs fronts géographiques, destinées à inverser le déclin naturel des champs d'hydrocarbures arrivés à maturité.

En février, le gouvernement s'était fixé pour objectif de doubler la production nationale de pétrole brut à 1,2 million de barils par jour d'ici 2030, selon des déclarations du ministre du Pétrole Karim Badawi citées par Egypt Oil & Gas.

R. I.

IRAK

Lancement d'un nouveau projet de la BERD

La Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD), qui est présente en Irak depuis 2025, a adopté son deuxième projet de financement. Ce projet consiste à accorder à Al Mansour Bank, cinquième banque privée du pays avec 1,8 Md USD

d'actifs et filiale de la Qatar National Bank, une ligne de crédit de 75 M USD pour soutenir les opérations commerciales des entreprises irakiennes, notamment les PME. La ligne de crédit permettra à Al Mansour Bank d'émettre des garanties pour couvrir les risques commer-

ciaux et politiques liés aux opérations d'import/export de ses clients et d'obtenir des avances de trésorerie pour financer des prêts commerciaux à court terme. D'après la BERD, ce projet doit permettre de développer le commerce international des entreprises irakiennes en améliorant leur

accès aux instruments de financement, de renforcer le secteur bancaire privé, encore largement dominé par des banques publiques inefficaces, et de favoriser l'intégration économique régionale de l'Irak. R. I.

TUNISIE

Les ressources en gaz naturel diminuent

Les ressources en gaz naturel (production nationale + forfait fiscal) ont atteint 565 ktep-pci, à fin avril 2026, enregistrant ainsi une baisse de 13% par rapport à la même période de l'année précédente, c'est ce qui ressort du rapport sur la conjoncture énergétique publié par l'Observatoire National de l'Énergie et des Mines.

En effet, la production nationale du gaz commercial sec a enregistré une quasi-stabilité. Il convient de noter que le Champs Nawara et celui de Chergui ont enregistré respectivement une hausse de production de 14% et de 32%. Pour ce qui est du Gaz commercial du sud, sa production a enregistré

une hausse de 8%, alors que le Champ Hasdrubal a connu une baisse de la production de 23%. L'observatoire a mis l'accent sur la baisse du forfait fiscal sur le transit de gaz d'origine algérienne de 32% à fin avril 2026, par rapport à fin avril 2025 en se situant à 182 ktep-pci. Par ailleurs, la répartition de la redevance totale entre la part cédée à la STEG et celle destinée à l'exportation montre qu'à fin avril 2026, la quasi-totalité de la redevance a été cédée à la STEG, représentant près de 98 % du volume total.

S'agissant des achats du gaz algérien, ils ont enregistré une hausse de 12% entre fin avril 2025 et fin avril 2026, pour se situer à 921 ktep-pci. L'appro-

visionnement national en gaz naturel a enregistré une hausse de 4 % entre fin avril 2025 et fin avril 2026 pour se situer à 1483 ktep-pci.

Hausse de 4% de la demande de gaz naturel

La demande totale de gaz naturel a enregistré une hausse de 4% entre fin avril 2025 et fin avril 2026 pour se situer à 1478 ktep-pci. La demande pour la production électrique a enregistré une hausse de 5%, celle pour la consommation finale a enregistré une hausse de 2%.

Le secteur de la production électrique reste, de loin, le plus grand consom-

mateur de gaz naturel (64% de la demande totale à fin avril 2026), la production électrique est en effet basée sur le gaz naturel d'environ 92%.

Pour les usages finaux (hors production électrique), la demande de gaz naturel a connu une hausse de 2% pour se situer à 527 ktep-pci. La demande des clients moyenne et basse pression a enregistré une hausse de 3% et celle des clients haute pression a enregistré une baisse de 2%.

La consommation spécifique globale des moyens de production électrique a enregistré une légère hausse de 1% entre fin avril 2025 et fin avril 2026 pour se situer à 196.4 tep/GWh.

Synthèse R. I.

GUINÉE

Le pays franchit un cap dans la transformation locale du fer de Simandou

La Guinée a accéléré depuis 2021 sa stratégie de transformation locale dans le secteur minier, avec des résultats positifs dans la bauxite. Alors que la construction de plusieurs raffineries d'alumine est lancée, Conakry espère reproduire ce succès sur le plus grand projet de fer du pays.

Le ministère guinéen des Mines et de la Géologie a examiné jeudi 18 juin l'étude de faisabilité d'une usine de pelletisation de 2 millions de tonnes par an pour Simandou. Soumise conjointement par Simfer SA et Baowu, l'étude montre que les principaux acteurs industriels impliqués dans le développement de ce méga-gisement de fer commencent à donner une traduction concrète aux ambitions de transformation locale de Conakry. Le gisement de Simandou est réparti entre deux ensembles d'actionnaires. Les blocs 3 et 4 sont développés par Simfer, une coentreprise impliquant l'australien Rio Tinto et la société d'Etat chinoise Chinalco, tandis que les blocs 1 et 2 sont exploités par Baowu Winning Consortium Simandou, auquel participe China Baowu Steel Group, premier producteur mondial d'acier. La Convention de co-développement si-

gnée par ces différents acteurs prévoit la soumission à l'État guinéen d'une étude de faisabilité pour une aciérie de 500 000 tonnes ou une usine de transformation de 2 millions de tonnes de pellets dans un délai de deux ans après la mise en service du gisement. Après des décennies de retards, Simandou a commencé ses expéditions commerciales vers la Chine fin 2025 et les volumes exportés depuis augmentent chaque mois. A pleine capacité, le projet peut fournir jusqu'à 120 millions de tonnes de minerai de fer par an.

Les inconnus du projet

Le choix examiné actuellement pour la transformation d'une partie de cette production porte sur la pelletisation, un procédé qui consiste à transformer le minerai en boulettes utilisées par l'industrie sidérurgique. Pour la Guinée,

l'intérêt est double : créer davantage de valeur sur place et préparer une insertion plus ambitieuse dans la chaîne mondiale de l'acier, au-delà de la simple extraction. D'après les premiers éléments communiqués, le projet pourrait mobiliser jusqu'à 1 950 emplois au pic de la construction et 788 postes permanents pendant l'exploitation. Mais l'étude de faisabilité ne répond pas encore à toutes les questions. Le ministère n'a pas fourni le coût estimé de l'usine, son calendrier de développement, son montage financier, ni la date d'une éventuelle décision finale d'investissement. Il faudra aussi savoir si cette unité sera conçue uniquement comme une obligation contractuelle minimale ou comme la première étape d'une filière industrielle plus large autour du fer guinéen.

R I/Agence

CAP-VERT

Le pays planche sur un guichet unique au port de Mindelo

Alors que les chaînes logistiques mondiales restent sous pression, la modernisation des procédures administratives apparaît comme un des moyens les plus efficaces d'améliorer la performance des ports sans engager de lourds investissements dans les infrastructures physiques. Le Cap-Vert travaille à la mise en place d'un système de guichet unique maritime (Maritime Single Window) au port de Mindelo. Le projet, soutenu par l'Organisation maritime internationale (OMI), a récemment fait l'objet d'une mission d'évaluation des besoins menée par l'institution onusienne, en colla-

boration avec les parties prenantes nationales. Le Maritime Single Window est une plateforme numérique centralisée destinée à fluidifier les échanges d'informations entre les différentes administrations et acteurs impliqués dans l'arrivée, le séjour et le départ des navires. Selon l'OMI, ce dispositif permet la transmission des données via une interface unique, réduisant ainsi les formalités administratives et simplifiant les procédures portuaires. Sa mise en œuvre devrait contribuer à réduire les délais et les coûts liés aux opérations, notamment pour le traitement des na-

vires et le dédouanement des marchandises. À travers cette initiative, le Cap-Vert entend se conformer aux exigences de l'OMI, qui a rendu obligatoire l'adoption du Maritime Single Window pour l'ensemble de ses États membres depuis janvier 2024. Cette démarche survient dans un contexte où la réduction du temps de séjour des navires constitue l'un des principaux défis de l'industrie portuaire mondiale. La hausse continue des volumes de marchandises transportées accentue en effet les risques de congestion dans les ports, et renforce la nécessité d'améliorer l'efficacité opérationnelle des plateformes.

Dans un récent rapport sur la performance des ports à conteneurs, la Banque mondiale souligne que le temps d'escale des navires demeure l'un des principaux indicateurs de performance portuaire. L'étude montre que seuls 3 ports africains figurent parmi les 100 plateformes les plus performantes au monde. De manière générale, les ports africains enregistrent des temps d'escale plus élevés, en raison notamment de capacités limitées, d'investissements insuffisants, d'une faible connectivité avec l'arrière-pays et d'un niveau de concurrence interportuaire relativement faible.

R I.

QUALITÉ DE SERVICE TÉLÉCOMS

Le Tchad se dote d'un outil de mesure en temps réel

Comme de nombreux pays africains, le Tchad est confronté depuis plusieurs années à la problématique de la qualité des services télécoms. Les opérateurs sont soumis à une forte pression à la fois des autorités de régulation et des consommateurs. Le régulateur télécoms tchadien s'est doté d'un outil pour mesurer la qualité des services fournis par les opérateurs en temps réel. L'initiative intervient alors que les autorités durcissent le ton face à la persistance des plaintes des consommateurs. Le système fait partie de quatre plateformes acquises par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) pour renforcer ses capacités. Elles ont été officiellement lancées le jeudi 18 juin par le ministre des Télécommunications, de l'Économie numérique et de la Di-

gitalisation, Haliki Choua Mahamat.

Un outil au service de la politique de « tolérance zéro » des autorités

Si aucun détail n'a été officiellement communiqué sur la plateforme, celle-ci est basée sur la solution QUALCOP, déjà adoptée par plusieurs régulateurs africains, notamment au Niger. Selon l'ARCEP Niger, cet outil permet une évaluation continue de la qualité de service à travers le suivi de la couverture réseau, de la disponibilité des sites radio et de plusieurs indicateurs clés de performance. Avec cette nouvelle plateforme, l'ARCEP du Tchad pourra suivre en temps réel les performances des réseaux télécoms sur l'ensemble du territoire, sans dépendre uniquement des campagnes ponctuelles de mesure ou des plaintes des abonnés.

Cette visibilité renforcée devrait permettre au régulateur de localiser plus rapidement les zones de faible performance et d'identifier les opérateurs concernés avec davantage de précision. Les données recueillies pourront également servir à évaluer le respect des obligations de couverture et de qualité de service fixées aux opérateurs dans leurs cahiers des charges. En outre, cette plateforme constitue un levier opérationnel important pour accompagner la politique de « tolérance zéro » récemment annoncée par les autorités à l'égard des manquements persistants dans la qualité des services télécoms. Des mesures coercitives pourront être rapidement prises contre les opérateurs contrevenants. Le renforcement du suivi de la qualité de service et les éventuelles mesures coercitives prévues par la réglementation visent à améliorer durablement l'expérience des

usagers et à inciter les opérateurs à respecter leurs engagements. Toutefois, il reste à savoir si ces dispositifs produiront les résultats escomptés sur le terrain. En effet, des initiatives similaires observées dans plusieurs pays africains, notamment au Nigeria, en Mauritanie ou encore au Cameroun, ont donné des résultats contrastés. Dans ce contexte, l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie (GSMA) estime que certains objectifs fixés par les régulateurs dans le cadre de ce qu'elle qualifie « d'approche directive » peuvent s'avérer trop complexes, voire irréalistes. La multiplication d'indicateurs difficiles à mesurer ou à harmoniser peut, selon l'organisation, produire des effets contre-productifs et freiner les investissements à long terme dans les réseaux.

Agence

ZAMBIE

ZESCO signe un contrat d'achat d'électricité pour un projet solaire de 500 MW

La Zambie poursuit ses efforts de diversification du secteur électrique, avec un nouveau projet solaire annoncé en partenariat avec un investisseur sud-coréen. Le jeudi 18 juin, la compagnie publique zambienne ZESCO a signé un contrat d'achat d'électricité avec la société sud-coréenne KS Eco Solutions Holdings Limited, pour le développement d'un projet solaire de 500 MW équipé de systèmes de stockage par batteries. L'accord a été signé par le directeur général de ZESCO, Justin Loongo, et le président-directeur général de KS Eco Solutions, Ma Hong-il, lors d'une cérémonie organisée en présence de représentants du ministère zambien de l'Énergie et de l'ambassade de Zambie en Corée du Sud. Selon le ministère de l'Énergie, ce projet s'inscrit dans la politique gouvernementale visant à accroître la participation du secteur privé dans le développement des infrastructures énergétiques. Les autorités estiment qu'il contribuera à diversifier le mix électrique du pays, à renforcer la sécurité énergétique, et à attirer davantage d'investissements étrangers dans les énergies renouvelables. Le coût du projet, sa localisation exacte, la capacité de stockage prévue et son calendrier de réalisation n'ont toutefois pas été précisés.

« Le projet solaire de 500 MW avec stockage par batteries représente une étape importante dans les efforts de la Zambie pour diversifier son mix énergétique, renforcer sa sécurité énergétique et attirer les investissements directs étrangers dans le secteur des énergies renouvelables », indique le ministère de l'Énergie. Cette annonce survient alors que la Zambie multiplie les initiatives pour développer ses capacités solaires. Le pays cherche à réduire sa dépendance à l'hydroélectricité, particulièrement vulnérable aux épisodes de sécheresse. Plusieurs projets photovoltaïques de grande taille ont ainsi été annoncés ou mis en service ces derniers mois, afin de renforcer l'approvisionnement électrique national.

Agence

BOURSE ZURICH

Le SMI recule, suspendu aux négociations de paix USA-Iran

La Bourse suisse restait dans le rouge lundi matin, suspendue aux négociations de paix entre l'Iran et les Etats-Unis qui se déroulent actuellement au Bürgenstock en Suisse. Une nouvelle fermeture du détroit d'Ormuz et une actualité des entreprises au ralenti risquent de créer une importante volatilité des cours, ont averti les experts.

Iraniens et Américains se sont entendus sur des mécanismes visant à faire cesser les affrontements au Liban et sécuriser le détroit d'Ormuz, ont annoncé lundi les médiateurs pakistanais et qatari. Les délégations iranienne et américaine ont accompli "des progrès encourageants", ont écrit les gouvernements pakistanais et qatari dans un communiqué conjoint. Elles se sont "mises d'accord sur une feuille de route visant à parvenir à un accord définitif dans un délai de 60 jours, jetant ainsi les bases d'un démarrage immédiat de nouvelles discussions techniques" pour le restant de la semaine. Malgré ces avancées, des affrontements meurtriers entre Israël et le Hezbollah se sont poursuivis vendredi et samedi au Liban, en dépit d'une clause du protocole d'accord prévoyant la fin des hostilités sur tous les fronts. En repré-

sailles, Téhéran a annoncé samedi une nouvelle fermeture du détroit d'Ormuz, par lequel transitait avant la guerre un cinquième du commerce mondial d'hydrocarbures. "Avec le nouveau blocage du détroit d'Ormuz et les incertitudes entourant les négociations en Suisse, les marchés devraient rester sceptiques quant à la possibilité de progrès rapides vers un accord entre les Etats-Unis et l'Iran", ont averti les analystes de Commerzbank dans un commentaire. Pour Frank Sohleder d'ActivTrades, la torpeur estivale risque de provoquer d'importants mouvements des marchés, en raison des faibles niveaux de liquidités. "La moindre étincelle, aussi infime soit-elle, peut désormais provoquer des fluctuations de cours gigantesques et totalement imprévisibles. Le sort des marchés mondiaux ne tient qu'à un fil: tout

dépendra, dans les jours à venir, de la situation" dans le détroit d'Ormuz, a lancé l'expert.

VAT Group grimpe en tête

Vers 10h40 à la Bourse suisse, l'indice vedette SMI reculait de 0,26% à 13'738,70 points, après avoir ouvert en baisse de 0,13%. Le SLI accentuait aussi son repli, cédant 0,30% à 2208,65 points, alors que le SPI perdait 0,26% à 19'424,27 points. En l'absence de nouvelles d'entreprises, la majorité des valeurs vedettes restait dans le rouge, les plus fortes baisses étant toujours enregistrées par Holcim (-2,2%) et Geberit (-1,6%), qui creusaient leurs pertes. A

l'opposée du tableau se trouvait désormais VAT Group (+1,2%), suivi par Lonza (+0,7%) et Sandoz (+0,5%). Sur le marché élargi, les divers ajustements de recommandation des analystes faisaient bouger les cours, en l'absence de nouvelles d'entreprises. Comet (+3,5%) et Inficon (+6,5%) restaient recherchés, JPMorgan ayant relevé les objectifs de cours des deux sociétés et confirmé leurs recommandations à "overweight". Dottikon (-4,5%) et Belimo (-2,4%) restaient dans le rouge. Jefferies a abaissé à "sell", contre "hold" précédemment la recommandation du dernier, tandis que le premier a vu son objectif de cours raboté par UBS.

Agence

SOUTENUE PAR L'IA ET LES PREMIÈRES DISCUSSIONS IRAN-ETATS-UNIS

Rebond de l'Asie lundi

Le secteur de la tech, sur fond de signaux de progrès dans les discussions entre Téhéran et Washington, a porté les places financières asiatiques ce lundi. Le Nikkei termine la séance à 1,60%, après une hausse de près de 8% la semaine dernière et ayant atteint un plus haut historique à 72.831 points aujourd'hui, tandis que le Kospi s'échange à +0,25%, également à un top-record. En Chine, la cote est davantage dispersée : le Hang Seng recule de 0,9% tandis que le Shanghai Composite gagne 0,72%. L'indice CSI 300 des grandes capitalisations de Chine continentale prend 1,42%, et à Taïwan, l'indice-phare bondit de 3,24%. "La Corée du Sud reste le principal moteur régional après un bond de plus de 11% la semaine dernière, porté par la demande pour les semi-conducteurs. SK Hynix [dont le cours de l'action a quadruplé ces six derniers mois, NDLR, +4,52% ce lundi] a dépassé Samsung Electronics (-0,28%) pour devenir la première capitalisation cotée du pays (1.180 milliards de dollars), confirmant le rôle central de la mémoire avancée dans le cycle actuel de

l'intelligence artificielle", commente Valentin Aufrand, analyste technique de marché dans une note d'IG France. Au Japon, le gouvernement de la Première ministre Sanae Takaichi prévoit de fixer un objectif d'environ 370.000 milliards de yens (2.000 milliards d'euros) d'investissements publics et privés dans des secteurs stratégiques, notamment l'intelligence artificielle (IA) et les puces électroniques, d'ici 2040, a rapporté vendredi le Nikkei, note Reuters. "Le boom mondial des investissements en capital liés à l'IA et la pénurie record de mémoire vive ont fortement dopé les résultats à Taïwan et en Corée du Sud, commentait dans une récente note de décryptage sur les marchés asiatiques Claudia Panseri, Chief Investment Officer d'UBS France et Europe. Avec une chaîne d'approvisionnement des capacités de calcul qui représente plus de 40% de l'indice Asia ex-Japan, nous prévoyons désormais que la région affichera une croissance des bénéfices de 62% cette année, au-dessus du consensus et plus de trois fois supérieure à nos attentes pour le S&P 500."

R I

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 19 Juin 2026
Valeur : 23 Juin 2026

| BASE | DEVISES | COURS ACHAT | COURS VENTE |
|------|-------------------------|-------------|-------------|
| 1 | USD US DOLLAR | 133.2857 | 133.3007 |
| 1 | EUR EURO | 152.6654 | 152.6960 |
| 1 | GBP POUND STERLING | 175.8851 | 175.9513 |
| 100 | JPY JAPANESE YEN | 82.6271 | 82.6568 |
| 1 | CNY CHINESE YUAN | 19.6877 | 19.6940 |
| 1 | CHF SWISS FRANC | 165.0597 | 165.1192 |
| 1 | CAD CANADIAN DOLLAR | 94.2015 | 94.2321 |
| 1 | DKK DANISH KRONE | 20.4116 | 20.4192 |
| 1 | SEK SWEDISH KRONA | 13.8839 | 13.8879 |
| 1 | NOK NORWEGIAN KRONE | 13.6903 | 13.6950 |
| 1 | AED UAE DIRHAM | 36.2870 | 36.2930 |
| 1 | SAR SAUDI RIYAL | 35.5107 | 35.5165 |
| 1 | KWD KUWAITI DINAR | 433.5904 | 433.7803 |
| 1 | TND TUNISIAN DINAR | 44.9369 | 45.3885 |
| 1 | MAD MOROCCAN DIRHAM | 14.3392 | 14.3408 |
| 1 | LYD LIBYAN DINAR | 20.8389 | 20.9457 |
| 1 | MRU MAURITANIAN OUGUIYA | 3.3272 | 3.3375 |
| 1 | SDR SPEC. DRA. RIGHTS | 181.1954 | 181.1954 |

POINT-MARCHÉS

L'Europe sans direction claire dans l'attente des PMI

Les marchés européens évoluent sans direction claire ce lundi, les investisseurs restant attentifs aux développements diplomatiques au Moyen-Orient. Peu avant 10h30, le CAC 40 reculait de 0,32% à 8 394 points. L'Euro Stoxx 50 glanait 0,07% tandis que Londres abandonnait 0,08%. Malgré les fortes tensions qui persistent autour du détroit d'Ormuz et les nouvelles menaces de Donald Trump de reprendre les frappes contre l'Iran, les discussions de haut niveau entre responsables américains et iraniens se sont achevées lundi en Suisse sur une note constructive.

Au lendemain d'une première session de négociations, Téhéran a fait état de "progrès encourageants". Une "cellule de gestion des conflits" destinée à favoriser un retour au calme au Liban a notamment été mise en place. Dans une déclaration conjointe, le Qatar et le Pakistan ont indiqué que les deux parties étaient convenues d'une feuille de route visant à parvenir à un accord final dans un délai de 60 jours. La Suisse, qui accueille les pourparlers depuis dimanche, a également annoncé l'ouverture immédiate de discussions techniques. Le vice-président américain J. D.

Vance a qualifié d'"historiques" les négociations engagées avec l'Iran pour mettre un terme aux hostilités dans la région. Selon les autorités iraniennes, les échanges ont principalement porté sur les avoirs gelés du pays et sur un possible allègement des sanctions pétrolières. Le programme nucléaire n'aurait pas été abordé, selon la télévision d'Etat. Les tensions diplomatiques demeurent toutefois vives. Mohammad Bagher Ghalibaf, membre influent de l'équipe de négociation iranienne, a appelé Washington à "peser ses mots" après les menaces formulées par Donald Trump

à l'encontre de l'Iran. La délégation iranienne a ensuite quitté les discussions, jugeant ces déclarations "insultantes", selon l'agence IRNA.

Des valeurs en mouvement

Carrefour gagne 1,64% après la reprise du suivi du titre par Morgan Stanley avec une recommandation à "surpondération". La banque estime que le marché ne valorise pas pleinement le potentiel du nouveau plan stratégique du distributeur. Lisi progresse de près de 5%, soutenu par un relèvement de recommandation de Berenberg. Pierre & Vacances (4,85%), plus

forte hausse du marché SRD, indique que son conseil d'administration a reçu une offre ferme et intégralement financée de Mubadala Capital dans le cadre de la revue stratégique lancée en juin 2025. Ailleurs en Europe, EasyJet avance de 3,10% après avoir rejeté une nouvelle offre de rachat du fonds Castllake. L'actualité macroéconomique reste limitée ce lundi. Les investisseurs attendent désormais la publication des indices PMI prévue mardi. Sur le marché des changes, l'euro cède 0,14% à 1,1447 dollar.

R i

ESPAGNE

La Banque centrale relève sa prévision d'inflation à 3,6 %

La Banque d'Espagne a relevé sa prévision d'inflation 2026 de 3,0 % à 3,6 %, citant la hausse des prix de l'énergie liée au conflit au Proche-Orient. La croissance reste inchangée à 2,3 %, mais le déficit public est révisé à 2,4 % du PIB.

La Banque d'Espagne a revu à la hausse sa prévision d'inflation pour 2026, la portant de 3,0 % à 3,6 %, dans ses projections macroéconomiques publiées le 18 juin 2026. L'institution monétaire attribue cette révision à la hausse des prix de l'énergie provoquée par le conflit au Proche-Orient et à sa diffusion partielle vers le reste de l'économie. La prévision de croissance, elle, demeure inchangée à 2,3 % pour l'année. Le relèvement de la prévision d'inflation reflète directement la flambée des cours du pétrole et du gaz consécutive aux tensions au Proche-Orient. La Banque d'Espagne évoque un contexte de répercussion partielle de ces hausses sur les prix à la consommation, sans transmission intégrale à ce stade. Pour 2027, la projection passe de 2,5 % à 2,6 %, signe que l'institution anticipe un reflux progressif des pressions sur les prix l'an prochain. Ces projections s'appuient sur les données disponibles jusqu'au 27 mai 2026. L'accord conclu entre les États-Unis et l'Iran, intervenu après la clôture de l'exer-

cice de prévision, a depuis amélioré les perspectives et réduit une partie des risques pesant sur les prix futurs de l'énergie. Cet apaisement diplomatique n'est donc pas encore intégré dans le chiffre central de 3,6 %. Malgré la dégradation du scénario d'inflation, la Banque d'Espagne maintient ses prévisions de croissance. L'économie espagnole devrait progresser de 2,3 % en 2026 puis de 1,7 % en 2027. Au deuxième trimestre 2026, l'activité progresserait de 0,5 % à 0,6 %, dans la continuité du rythme de 0,6 % enregistré au premier trimestre. Cette résistance contraste avec la zone euro, où la Banque centrale européenne anticipe une croissance nettement plus modeste pour 2026. L'Espagne continue de tirer parti d'une consommation intérieure soutenue et d'une dynamique démographique favorable, après une expansion de 2,8 % en 2025, soit environ le double de la moyenne de la zone euro. Le revers de cette conjoncture se lit dans les comptes publics. La Banque d'Espagne

relève sa prévision de déficit pour 2026, à 2,4 % du PIB contre 2,3 % auparavant, avant un repli attendu à 2,3 % en 2027. La dette publique reculerait néanmoins, passant de 98,9 % du PIB en 2026 à 97,9 % en 2027. Madrid avait par ailleurs annoncé en mars une enveloppe d'urgence de 5 milliards d'euros destinée à amortir les conséquences économiques du choc énergétique. L'institution souligne que des risques substantiels continuent de peser sur le scénario macroéconomique en cas de prolongation du conflit au Proche-Orient. Dans ses projections de mars 2026, la Banque d'Espagne avait chiffré un scénario adverse de persistance des hausses énergétiques portant l'inflation jusqu'à 5,9 % en 2026 et limitant la croissance à 1,9 %. L'accord entre Washington et Téhéran a depuis réduit la probabilité d'un tel enchaînement, sans toutefois l'écartier totalement.

Agence

PORTUGAL

Lisbonne veut créer un fonds souverain pour investir dans les secteurs stratégiques

Le Premier ministre portugais Luis Montenegro souhaite créer un fonds souverain afin de renforcer la présence de l'État dans plusieurs secteurs stratégiques de l'économie. Le Premier ministre portugais, Luis Montenegro, a annoncé dimanche son intention de créer un fonds souverain afin de permettre à l'État de prendre des participations dans des entreprises jugées stratégiques, notamment dans l'énergie, les télécommunications ou les infrastructures. Le Portugal veut se doter d'un nouvel outil d'investissement public. Le Premier ministre de

centre droit, Luis Montenegro, a annoncé dimanche son intention de créer un fonds souverain destiné à permettre à l'État de prendre des participations dans des entreprises considérées comme stratégiques pour l'économie du pays. « L'objectif est de détenir des participations significatives dans des entreprises stratégiques pour le développement et la résilience du pays », a déclaré le chef du gouvernement lors d'un rassemblement du Parti social-démocrate (PSD) à Anadia, dans le centre du Portugal. Selon Luis Montenegro, ce futur fonds pourrait intervenir dans

plusieurs secteurs clés, à commencer par l'énergie. Il pourrait également investir dans les banques, les télécommunications ou encore les infrastructures aéroportuaires, notamment si les concessionnaires privés ne respectent pas leurs obligations contractuelles.

Après une annonce similaire de l'Espagne

Le Premier ministre n'a toutefois donné ni calendrier de mise en œuvre, ni indication sur la taille du fonds ou ses modalités de financement. Les fonds souverains sont des véhicules d'investissement dé-

tenus par les États afin de gérer des actifs publics et de soutenir des investissements de long terme. Ils sont généralement alimentés par des excédents budgétaires, des recettes exceptionnelles ou des revenus tirés de ressources naturelles. Cette annonce s'inscrit dans un mouvement plus large observé en Europe. En janvier dernier, l'Espagne a elle aussi annoncé la création d'un fonds souverain destiné à soutenir des secteurs jugés stratégiques, comme le logement ou la sécurité nationale, en s'appuyant notamment sur les fonds européens du plan de relance.

Synthèse R I.

SUISSE

Le ministère de l'Économie rabote ses prévisions de croissance

Le ministère suisse de l'Économie a légèrement revu à la baisse jeudi ses prévisions de croissance pour 2026 et 2027 face au climat d'incertitude élevé qui assombrit les perspectives. Pour 2026, le groupe d'experts de la Confédération, qui est chargé de réaliser des prévisions pour le ministère de l'Économie, table désormais sur une progression plus modérée du produit intérieur brut (PIB), à 0,9%, contre 1% attendu auparavant, a-t-il indiqué dans un communiqué. Le ministère, qui met à jour ses prévisions tous les trois mois, a également

raboté sa prévision de croissance pour 2027, à 1,6%, contre 1,7% attendu lors de ses précédentes prévisions publiées mi-mars, deux semaines et demi après le début du conflit au Moyen-Orient. Depuis, le groupe d'experts a révisé à la hausse ses estimations pour les prix moyens du pétrole en 2026 et 2027, détaille le ministère. Il a également remonté ses prévisions d'inflation à 0,6% pour 2026 et 2027, contre respectivement 0,4% et 0,5% attendu auparavant. Avec le conflit au Moyen-Orient et l'envolée des prix du pétrole, la Suisse n'a pas échappé à la poussée d'inflation,

mais elle est restée bien moindre que dans d'autres pays en Europe ou aux États-Unis. Alors qu'elle stagnait à 0,1% en janvier et février, l'inflation en Suisse est remontée à 0,3% en mars, puis à 0,6% en avril et mai. Par comparaison, elle se situait à 3,2% en mai dans la zone euro. Jeudi, la banque centrale suisse a laissé son taux d'intérêt directeur inchangé à 0% mais a elle aussi très légèrement relevé ses prévisions d'inflation à 0,6% pour 2026 et 2027 (contre 0,5% précédemment).

R I.

AU TITRE DU PLAN DE RELANCE

La Bulgarie recevra près d'un milliard d'euros

La Bulgarie recevra près d'un milliard d'euros du quatrième versement du Plan de relance et de résilience, a annoncé le vice-premier ministre Atanas Pekanov. Les fonds seront reçus d'ici la fin de juillet, informe la reporter de la RNB Tsvetelina Stoyanova. "Ce résultat est avant tout dû à ce qui a été accompli ces dernières semaines dans la réforme anti-corruption et l'État de droit. Cela indique que notre pays ne cherche pas des raccourcis et des solutions faciles, mais qu'il remplit ses engagements de manière responsable et efficace et dans l'intérêt des citoyens bulgares" a dit Pekanov. Selon la Commission européenne 23 des 26 étapes et objectifs ont été remplis de façon satisfaisante. Les trois mesures non encore accomplies sur le quatrième paiement sont dans les domaines de la culture, de l'approvisionnement en eau et des transports en commun intégrés avec ticket unique. Pour le cinquième et dernier versement la Bulgarie compte sur 1,7 milliard d'euros, ce qui exige d'être mobilisés et disciplinés jusqu'à la fin août, a ajouté le vice-premier ministre.

R I.

ITALIE

Le méga plan de relance européen n'a pas eu les effets espérés sur la croissance

Entre réformes inachevées et flou sur les investissements à venir, les importantes sommes allouées par l'Union européenne après la pandémie de Covid-19 ont eu des effets très contrastés. Avec 194,4 milliards d'euros alloués en 2021 par Bruxelles au sortir de la pandémie de Covid-19, l'Italie a été la grande gagnante du plan de relance NextGenerationEU, doté de 750 milliards d'euros et chargé de remettre à flot les économies européennes. Appelé PNRR (Plan national de reprise et de résilience) dans la Péninsule, il s'est décliné en 71,8 milliards d'euros de subventions européennes et 122,6 milliards de prêts. Une manne, avec pour objectif plusieurs piliers : accélérer la transition écologique, renforcer la transformation numérique et l'innovation, et, surtout, assurer la résilience économique et sociale du pays, selon le cahier des charges édité par la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR), l'instrument financier européen qui accompagne le plan de relance. Fin avril, la Commission européenne a validé le versement de la neuvième et avant-dernière tranche du PNRR italien, d'un montant de 12,8 milliards d'euros. Une aide conditionnée comme les précédentes à la réalisation de grands chantiers, tels que celui de la ligne C de métro à Rome, qui a débuté en 2007 et bénéficié de 1,6 milliard d'euros du PNRR. Ou comme le développement d'une ligne de train à grande vitesse reliant Salerne, en Campanie, à la Calabre, plus au sud, qui a reçu 720 millions de subsides.

R I.

Pourquoi Amazon ne veut plus d'humains pour surveiller certaines IA

Eric Brandwine, vice-président d'Amazon Security, a déclaré au Register que la supervision humaine des agents IA tient mal à haute cadence. Selon lui, deux problèmes rencontrés en interne ont convaincu Amazon de lui préférer des politiques automatisées de permissions.

Quand une entreprise déploie un système automatisé, elle place en général un employé en bout de chaîne pour valider ce que le système fait. Avec les agents IA, capables d'agir seuls sur des dizaines de tâches à la minute, c'est un problème. Eric Brandwine, vice-président et ingénieur émérite d'Amazon Security, a expliqué au Register pourquoi Amazon s'en éloigne, non pour supprimer toute surveillance humaine, mais parce qu'à haute cadence, cette surveillance produit de mauvais résultats.

Les opérateurs humains perdent en vigilance à mesure de l'accumulation des validations

En 2017, Eric Brandwine a exposé lors de la conférence re:Invent d'AWS un mécanisme bien connu dans la sécurité industrielle. La « normalisation de la déviance », sorte de glissement graduel. Un opérateur humain chargé d'approuver les décisions d'un agent fait d'abord son travail avec soin. Puis correctement. Puis mal. L'exemple qu'il choisit vient des services d'urgence médicaux. Dans un bloc, les alarmes sonnent en permanence. Le premier jour, à chaque signal un soignant réagit immédiatement. Après suffisamment de fausses alertes répétées, il cesse de réagir. Le même phénomène a été observé chez les pompiers et les pilotes militaires. « C'est la condition humaine », dit Eric Brandwine. Ce n'est pas différent pour un analyste chargé de valider plusieurs fois par minute les actions d'un agent IA, à la différence que la dégradation passe inaperçue bien plus longtemps, et qu'aucun incident grave n'entraîne une correction immédiate.

Les humains ne sont « pas terriblement cohérents », a-t-il déclaré, et la supervision humaine n'est « pas nécessairement l'étalon-or ». Même position chez Google et Microsoft. Francis deSouza, directeur des opérations de



Google Cloud, a annoncé en avril qu'une flotte d'agents automatisés prendrait en charge la majorité des tâches courantes de cybersécurité, sous simple supervision humaine. Satya Nadella, P.-D. G de Microsoft, a plaidé la même semaine pour un « apprentissage en boucle » plutôt qu'une validation humaine à chaque étape, une logique que Microsoft pousse aussi au niveau des agents en entreprise. Chez IBM, les dirigeants souhaitent une responsabilisation humaine à toutes les étapes du développement et du déploiement des agents, sans pour autant réclamer un humain dans la boucle à chaque action.

Quand l'agent reçoit un refus, il tente d'atteindre le même objectif par d'autres moyens

Le comportement de recherche d'objectif, ou « goal-seeking behavior », représente un second problème selon Eric Brandwine, distinct de la fatigue des opérateurs. Lorsqu'un agent reçoit l'instruction de mettre à niveau une base de données, il retient la suppression de la base

comme étape valide pour y parvenir. Aucune entrée malveillante, aucune injection de prompt. L'agent arrive seul à la mauvaise action. Si on lui notifie un refus, il se produit l'effet inverse de celui attendu. Privé de contexte, il tente d'atteindre le même objectif par d'autres moyens. Si on lui précise la raison de l'interdiction, à savoir l'impact en production, alors il donne de meilleurs résultats, selon Eric Brandwine. Il recommande d'inscrire cette contrainte directement dans la consigne initiale, sous forme d'instruction positive. « Ces retours supplémentaires nous ont permis d'obtenir des résultats nettement meilleurs », a-t-il ajouté.

Dans les journaux de systèmes d'Amazon, chaque action d'un agent est enregistrée sous son identifiant propre, distinct de celui de l'employé qui l'a lancée

Chaque agent déployé en interne se voit attribuer un identifiant propre. Dans les journaux de systèmes, l'équipe sécurité lit non pas le

nom de l'employé qui a lancé la tâche, mais celui de l'agent, avec l'indication qu'il agissait pour le compte de cet employé. L'objectif, selon Eric Brandwine, est d'inciter les équipes à évaluer la pertinence de chaque déploiement, pas de dissuader l'usage des agents. « L'humain reste impliqué, ce sont toujours les humains qui prennent les décisions », a-t-il ajouté, « mais nous essayons de tirer parti de leurs forces plutôt que de les placer dans cette position injuste de prise de décision répétée ».

Amazon décompose la gouvernance de ses agents en deux niveaux de permissions

La gouvernance se décompose en deux niveaux. Des garde-fous absolus d'abord, interdisant par exemple toute suppression de serveurs entiers. Des politiques dynamiques ensuite, générées selon la tâche et l'intention de l'utilisateur, qui fixent le périmètre maximal d'action pour chaque opération. Amazon Bedrock AgentCore, la plateforme de déploiement d'agents du groupe, intègre depuis mars 2026 une fonctionnalité baptisée Policy. Avant qu'un agent exécute un appel d'outil, une couche d'évaluation externe, définie hors du code de l'agent lui-même, examine cet appel. Les équipes sécurité audient ces règles indépendamment du code applicatif, sans avoir à analyser le comportement de l'agent. Eric Brandwine ne propose aucune solution universelle au désaccord entre développeurs, qui réclament des permissions larges pour leurs agents, et responsables sécurité, qui cherchent à les restreindre. Sur des tâches répétitives à haute cadence, la supervision humaine produit des résultats peu fiables selon Amazon. Le règlement européen sur l'IA exige pourtant, dans son article 14, une surveillance humaine démontrable pour les systèmes à haut risque, sans distinguer la cadence ou la nature des tâches concernées.

Wave Domain travaille sur un stockage permanent multi-états

Née d'une technologie de photographie vieille de 140 ans, la solution Standing Wave Storage de Wave Domain promet de stocker des données pour des siècles en s'affranchissant du binaire. Dans la galaxie des start-ups qui prétendent révolutionner le stockage longue durée, Wave Domain détient la solution Standing Wave Storage. Pas de levée de fonds tapageuse, pas de site web grand public, pas de produit fini sur étagère. Mais une technologie singulière, brevetée, validée par la Nasa, et fondée sur une découverte du XIXe siècle : la photographie Lippmann. C'est dans ce contexte que Bob Miller, CEO de la société, et Clark Johnson, l'un de ses cofondateurs, se sont livrés à une présentation lors d'un IT Press Tour à Boston début juin, détaillant leur technologie baptisée Standing Wave Storage (SWS). L'histoire de Wave Domain commence au sein de la Darpa, l'agence américaine de recherche avancée rattachée au ministère de la Défense. Clark Johnson, physicien de formation, y travaille sur un projet visant à comprendre pourquoi les couleurs reproduites sur écran restituent si mal le spectre réel de la vision humaine. « Nous essayions de comprendre pourquoi on ne pouvait pas utiliser la totalité du spectre visible par l'oeil humain au lieu de la moitié environ, comme c'est le cas aujourd'hui », explique Clark Johnson. C'est en fouillant la littérature scientifique qu'il tombe sur les travaux de Gabriel Lippmann, prix Nobel de

physique en 1908, qui parvint dès 1891 à capturer des photographies en couleur naturelle en utilisant des ondes lumineuses stationnaires se formant dans une émulsion argentique. Le principe est aussi élégant que contre-intuitif : lorsque la lumière frappe une surface réfléchissante à travers l'émulsion, elle se superpose à sa propre réflexion pour former des ondes stationnaires. Chaque longueur d'onde de couleur laisse une empreinte physique permanente dans l'émulsion, à une profondeur caractéristique. Le génie de Wave Domain est d'avoir transposé ce mécanisme optique à l'enregistrement numérique. « Si vous regardez des photographies noir et blanc prises il y a 150 ans, elles sont totalement identiques aujourd'hui à ce qu'elles étaient à l'époque », souligne Clark Johnson, illustrant ainsi la stabilité intrinsèque des émulsions d'halogénure d'argent.

Sortir du paradigme binaire

Ce qui distingue fondamentalement le SWS des technologies de stockage conventionnelles (magnétiques, flash ou optiques) réside dans sa capacité à stocker non pas un bit par emplacement, mais plusieurs états distincts. Le système repose sur une palette de 23 à 32 sources LED monochromatiques. En combinant quatre longueurs d'onde parmi cet ensemble dans un même pixel de stockage, il devient possible d'encoder jusqu'à 41 000 combinaisons

distinctes par emplacement. « Dans un emplacement unique, en utilisant cette technologie, vous pouvez stocker n'importe laquelle parmi des milliers de valeurs uniques. C'est là que réside toute la puissance du système », résume Bob Miller. En termes binaires, cela représente déjà plus de 13 bits par emplacement contre 1 bit pour les technologies actuelles, et ce chiffre croît exponentiellement à mesure que le nombre de couleurs disponibles augmente. Les supports physiques envisagés par Clark Johnson s'inspirent directement de la plaque Lippmann originale : une émulsion photosensible spécialement formulée pour répondre uniformément à l'ensemble du spectre de longueurs d'onde utilisé. L'halogénure d'argent reste le matériau de référence, mais l'équipe explore d'autres émulsions plus adaptées à la production industrielle. La forme de stockage peut prendre plusieurs aspects : plaquettes au format slide photographique, plaques de 10 à 12 cm, voire des disques en verre. « Il faut une émulsion très spécifique pour cela, et la réponse n'est pas exactement la même pour toutes les couleurs, mais on ajuste simplement l'intensité des diodes pour compenser », précise Clark Johnson. L'écriture, réalisée en moins d'une demi-seconde pour une plaque entière, mobilise des composants électroniques communs : LCD, fibres optiques, diodes LED, tous disponibles dans la chaîne d'approvisionnement grand public. La valida-

tion la plus spectaculaire de la technologie reste l'expérience Helios (Hardened Extremely Long-Life Information Optical Storage) menée à bord de la station spatiale internationale pendant neuf mois. Au terme de cette mission, la Nasa a conclu que les plaques SWS étaient imperméables aux rayonnements ionisants, à l'électricité statique, aux impulsions électromagnétiques et aux chocs mécaniques du lancement. L'échelon suisse n'est pas en reste : des chercheurs de l'EPFL ont publié une feuille de route projetant une capacité de 500 téraoctets par plaque avec une durabilité de 500 ans.

Un modèle licensing, pas un fabricant

Wave Domain ne se projette pas comme un constructeur de systèmes de stockage. La société, qui fonctionne encore en mode discret (stealth), n'entend pas produire ni commercialiser directement des lecteurs-graveurs ou des médias. Le modèle retenu s'inspire de celui d'ARM dans le secteur des semi-conducteurs : licencier la technologie, les brevets et le savoir-faire à des partenaires industriels capables d'industrialiser la production. « Nous cherchons des partenaires qui pensent que c'est une bonne idée, à qui nous pouvons apporter l'expertise technique et la connaissance, et qui prendront le relais pour faire passer cette technologie du stade de curiosité de laboratoire au stade industriel », expose Clark Johnson.

Sept brevets ont d'ores et déjà été accordés, couvrant notamment le stockage sur émulsions de type Lippmann, le stockage optique multi-états et la lecture par réseau de diodes. D'autres sont en cours d'examen. La société avait mandaté jusqu'en 2023 Yet2, un cabinet d'innovation ouvert fondé par un ancien de DuPont, pour trouver des licenciés, avant que Bob Miller n'intègre Wave Domain pour piloter son développement commercial. « J'ai considéré cette technologie comme un game-changer, faisable, avec des bénéfices de performance considérables, mais aussi un impact environnemental potentiellement énorme », confie-t-il. Pour concrétiser cette stratégie, Wave Domain a besoin de financements supplémentaires. Un premier prototype fonctionnel, baptisé SS1, est en cours de conception avec des partenaires industriels. Il permettra de démontrer le stockage de quatre couleurs parmi 23, soit près de 9 000 états par emplacement. Des fonds restent nécessaires pour boucler ce développement, affiner la chaîne d'approvisionnement en émulsion Lippmann et constituer le réseau de partenaires licenciés. « Nous serons en position de lancer une levée de fonds plus formelle d'ici la fin de l'été », annonce Bob Miller. Une ambition portée par l'urgence : Clark Johnson, âgé de 95 ans, entend bien voir sa découverte transformer le monde du stockage de données de son vivant.

FIAT PANDA 4X4

Elle sera de retour mais pas comme vous l'entendez

En mai 2025, un concept car très réaliste esquissait les lignes de la future Fiat Grande Panda 4x4. La version de série est attendue dans le courant de l'année 2027 car dans l'intervalle la famille de la Grande Panda aura une actualité bien chargée avec notamment le renfort des deux SUV Grizzly et Grizzly Fastback. Rivale par sa taille de la future Renault 4x4, la Fiat Grande Panda baroudeuse s'en distinguera sur le plan technique. Découvrez comment.

Lors de l'annonce du plan stratégique Fastlane 2030, la marque Fiat a été à la fête officialisant une bonne partie de son plan produit pour les quatre années à venir (voir notre galerie photos). Notamment, l'extension de la famille de la Grande Panda à l'aide du SUV coupé Fiat Grizzly Fastback et d'un SUV compact à 7 places Fiat Grizzly tout court, jumeau technique des Citroën C3 Aircross et Opel Frontera qui prendront tous deux leur premier bain de foule lors du Mondial de l'Auto à Paris cet automne. Une déclinaison Abarth de la Grande Panda est à l'étude, sera-t-elle 100% électrique ou hybride au vu des difficultés du label au scorpion d'écouler ses modèles branchés ? Mais c'est davantage la version 4x4 de la Grande Panda qui viendra compléter utilement la gamme tout en respectant la tradition.

Fiat Grande Panda 4x4, une version légitime

Cette déclinaison est vraiment légitime. En effet, à l'été 1983, trois ans à peine après les débuts du modèle, une variante dotée d'une transmission intégrale fut au programme. Ce petit format capable de crapahuter partout fut d'emblé apprécié par les montagnards. Nous en avons même croisé deux exemplaires au sommet du Vésuve à proximité du cratère (voir notre galerie photos). Cependant, la nouvelle génération de la Panda 4x4 adoptera une tout autre architecture mécanique à la fois plus sophistiquée et plus efficace. Mais sera-t-elle aussi efficace que celle rustique de son aïeule ?



Quelle motorisation pour la Fiat Grande Panda 4x4 ?

Pas question pour Stellantis la maison mère de Fiat de partir sur la base d'une version 100% électrique flanquée de deux moteurs comme cela sera le cas sur la future Renault 4 E-Tech 4x4. Non, la Fiat Grande Panda 4x4 reprendra à son compte la technologie éternée par les Jeep Avenger 4xe et Alfa Romeo Junior Ibrida Q4. A savoir, un moteur thermique à trois cylindres essence turbo – mais dans sa version hybride de 110 ch et pas celle de 145 ch des cousins Jeep et Alfa

Romeo – placé sous le capot avant associé à une machine électrique animant dans certaines circonstances le train arrière. En effet, la base technique STLA Smart partagée avec la Citroën C3 ne permet pas l'implantation d'un arbre de transmission sous le plancher et quoiqu'il en soit une transmission intégrale mécanique est trop énergivore et serait source de malus.

Date de commercialisation et prix de la Fiat Grande Panda 4x4 ?

Nous vous en parlions plus haut, le calendrier de Fiat sera bien chargé dans les

mois à venir et la Grande Panda 4x4 de série découlant du concept car présenté en mai 2025 ne sera pas dévoilée avant 2027 pour une commercialisation dans le courant de l'année prochaine. Côté prix, il faudra compter sur un supplément avoisinant les 3 000 € pour disposer de cette technologie soit selon le niveau de finition un prix de vente oscillant entre 21 400 et 25 900 €. A titre de comparaison, forts de 145 ch, les Jeep Avenger 4xe en finition Upland et l'Alfa Romeo Junior Ibrida en finition Sprint débutent respectivement à 32 790 € et 35 750 €.

STELLANTIS

Cap sur l'électrique abordable et fin du "multi-énergie" à tout va ?

Stellantis change de cap. À Bruxelles, Emanuele Cappelano a annoncé le projet « e-Car » : des électriques à 15 000 € produites en Italie. Un virage qui sacrifie le dogme du multi-énergie pour contrer la Chine et séduire l'UE.

Le dogme du multi-énergie mis à mal

Jusqu'ici, la doctrine de Carlos Tavares était immuable : concevoir des plateformes ultra-flexibles capables d'accueillir indifféremment du thermique, de l'hybride ou de l'électrique afin de s'adapter aux fluctuations du marché. Mais la réalité économique et l'échéance des normes européennes semblent pousser Stellantis à revoir ses priorités. Le groupe amorce un désengagement progressif de cette stratégie multi-énergie sur les segments supérieurs, jugée trop coûteuse à maintenir face à des concurrents chinois qui avancent d'un bloc en 100 % électrique, éventuellement adapté avec des prolongateurs d'autonomie

(REEV pour Range Extended Electric Vehicle).

Le projet « e-Car » : l'électrique à 15 000 €

Lors du congrès Automotive News Europe qui s'est tenu à Bruxelles, Emanuele Cappelano, directeur de Stellantis Europe, a jeté les bases d'un nouveau projet d'envergure, baptisé en interne « e-Car » (pour Electric, European, Emotion, Environment). L'objectif est clair : concentrer les investissements R&D du groupe pour bousculer le marché d'ici 2028 avec une citadine électrique ultra-abordable, affichée sous la barre psychologique des 15.000 €. Il pourrait s'agir de la future réinterprétation de la Citroën 2CV.

Le choix stratégique et politique de l'Italie

Si Stellantis s'appuie déjà sur le constructeur chinois Leapmotor pour occuper le segment des VE



d'entrée de gamme à court terme, le projet « e-Car » sera, lui, profondément ancré en Europe.

Contre toute attente, le groupe a choisi de délaissier ses usines espagnoles pour confier la production de cette nouvelle plate-

forme à l'Italie, et plus particulièrement au site de Pomigliano. Une décision éminemment politique alors que les tensions entre le gouvernement Meloni et la direction de Stellantis concernant les volumes de production locaux restaient vives.

Un appel du pied à la réglementation européenne

Pour rentabiliser un tel véhicule sur le Vieux Continent, Stellantis fait toutefois un pari réglementaire. Emanuele Cappelano a ouvertement plaidé pour que l'Europe mette en place un cadre normatif spécifique – une sorte de statut "e-Car" ou M1E – permettant d'alléger les contraintes ou de subventionner plus massivement les petites voitures électriques légères et abordables produites localement. Reste à voir si l'Europe entendra l'appel du constructeur pour ériger un bouclier réglementaire autour de nos futures citadines.

Mots fléchés

| | | | | | | | | | | | | |
|---------------------------------|-----------------------------------|--|------------------------|------------------------------------|----------------------------------|-----------------|--|------------------|---------------------------------------|--|---------------------------|---------------------------------------|
| Pièce de viande | | Maréchal de Yougoslavie | | Passereau | | Fauteuil bas | | Au moyen de | | Préparation écrasée | | Fleuve qui arrose Gérone en Catalogne |
| Gardien de la paix | | Un livre poignant d'une jeune fille (5 mots) | | | | Exclue | | | | | | Grivois |
| | | | | | | | | Amorphe | | | | |
| | | | | | | | | Lieux d'aisances | | | | |
| Nouvel an vietnamien | | | | Enveloppe des fruits à coguer | | | | | | Train francilien | | |
| Petit objet servant à la parure | | | | Il a peint le moulin de la galette | | | | | | Cassé | | |
| | | | | | Indiens | | | | | | | Subalterne |
| | | | | | Paresseux | | | | | | | |
| Putréfaction | Acclamation | | Pesât un emballage | | | | | | Napperons individuels | | | |
| | | | Poisson plat | | | | | | Dieu celte | | | |
| | | | | | | | | | | Une loi imposée par la Mafia | Trou normand | |
| | | | | | | | | | | | Néon | |
| Conforme à la réalité | | | | | Il avait revendiqué | | | | | | | Bride |
| Une orchidée | | | | | 1093 brevets | | | | | | | |
| | | | | | | | | Zigoto | | | | |
| | | | | | | | | Ruban étroit | | | | |
| Ancienne mesure chinoise | | | | | Fraternel | Désavantage | | | | | | Erbium |
| Condiment | | | | | | Chaussons | | | | | | Pour mesurer la résistance électrique |
| | | | Verdure dans le désert | | | | | | | Potelé | | |
| | | | Nation de Royaume-Uni | | | | | | | | | |
| Poème lyrique | | | | Bastide | | | | | Mémoriaux | Prénom du dernier mari de la mère Piaf | | |
| Inopérantes | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | Pièces de literie |
| | | | | | | | | | | | | |
| Vérifiée | Drame au Japon | | | On peut l'avoir | | | | | | | A moi | |
| | Annexe de la Comédie Française | | | Marché | | | | | | | Maladies d'amour | |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | Religieuse | | |
| Affligé | | | | | | | | Énumération | | | | |
| Hymne spirituel turc | | | | | | | | Mélancolique | | | | Différents |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | Petite sainte | | | | | Sélectionna | | |
| | | | | | | | | | | Agglomération | | |
| Métal précieux | | | | | | Remplace le RMI | | | | | Député | |
| Archives télévisuelles | | Chrome | | | | Ancien loup | | | | | Petit transport en commun | |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | Roi de Juda | | | Animal de la mythologie chinoise | | | Meitnerium | | | Petit officier | Changement à l'adolescence |
| | | | | | Un centre à la poste | | | | | | | |
| Parties d'une charrue | Préfecture de la Loire-Atlantique | | | | | | | | Equiper un navire | | | |
| | Lac des Pyrénées | | | | | | | | | | | |
| | | | | | Excitation sexuelle | | | | D'une teinte jaune tirant sur le brun | | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| Mammifère ongulé | | | | | | Pour relier | | | | Cantine huppée | | |

PÉTROLE

Le Brent à 79,19 dollars le baril

Les cours du pétrole restaient indécis lundi, dans un marché réagissant toujours aux derniers développements géopolitiques dans le monde. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, perdait 1,71% à 79,19 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juillet, gagnait 0,52% à 77 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mardi 23 juin 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

JOURNÉE D'ACHOURA

Jeudi prochain chôme et payé

La journée du jeudi 10 Moharam 1448 de l'Hégire (Achoura), correspondant au 25 juin 2026, sera chômée et payée, indique lundi, un communiqué conjoint du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et de la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative. "A l'occasion de la Journée d'Achoura et conformément à la loi 63-278 du 26 juillet 1963 modifiée et complétée fixant la liste des fêtes légales, la journée du jeudi 10 Moharam 1448 de l'Hégire, correspondant au 25 juin 2026, est chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi qu'aux personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée", précise le communiqué. Toutefois, "les institutions, administrations publiques, établissements, offices et entreprises précitées, sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté", souligne la même source.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or s'affiche en hausse

Le cours de l'or a rebondi lundi, mettant fin à une série de trois séances consécutives de baisse, dans un contexte marqué par le recul des prix du pétrole et l'évolution des anticipations de politique monétaire américaine. Le métal jaune a profité du repli du Brent, consécutif aux avancées jugées positives dans les discussions entre les Etats-Unis et l'Iran, ce qui a atténué les tensions sur les marchés énergétiques. L'or au comptant progressait de 1,2% à 4.208,58 dollars l'once, après avoir touché vendredi son plus bas niveau depuis le 11 juin. En revanche, les contrats à terme sur l'or américain pour livraison en août cédaient 0,4% à 4.226,90 dollars. Malgré ce rebond, les analystes estiment qu'il est encore prématuré de parler d'un retournement de tendance durable. La trajectoire de l'or reste fortement conditionnée par la politique monétaire américaine, qui demeure restrictive. Parallèlement, les autres métaux précieux évoluaient également à la hausse : l'argent gagnait 2,3% à 66,41 dollars l'once, le platine progressait de 0,9% à 1.678,19 dollars, tandis que le palladium avançait de 1,3% à 1.274 dollars.

APS

MONNAIE

Le dollar progresse face à l'euro

Le dollar progressait lundi face à la monnaie européenne, à 1,1457 dollar pour un euro. La force du dollar pèse aussi sur le yen, qui a déjà baissé à son plus bas depuis l'été 2024. La monnaie japonaise reculait pour sa part de 0,28% à 161,75 yens pour un dollar.

FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER

Le président Tebboune inaugure la 57^e édition

Par Z R.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a procédé, lundi après-midi, au Palais des expositions des Pins maritimes à Alger, à l'inauguration de la 57^e édition de la Foire internationale d'Alger. Placée cette année sous le thème « Confiance et stabilité pour une croissance durable », cette manifestation économique se tiendra du 22 au 27 juin. À son arrivée au Palais des expositions, le président de la République a été accueilli par de hauts responsables de l'État, des membres du Gouvernement ainsi que des représentants d'organismes et d'institutions économiques. Il a entamé sa visite par le pavillon de l'Espagne, pays invité d'honneur de cette édition, qui participe avec plusieurs entreprises économiques.

Le président de la République a suivi, à cette occasion, une présentation détaillée, appuyée par des statistiques et des données chiffrées, sur la 57^e édition de la Foire internationale d'Alger, présentée par le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amel Abdellatif. Parmi les principaux secteurs d'activité économique participant à cette foire, organisée sous l'égide du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, figurent l'industrie agroalimentaire, les industries électriques et électroménagères, les industries mécaniques, la sidérurgie, les industries manufacturières, les travaux publics et le bâtiment, en plus du secteur des services. Le président Tebboune s'est ensuite arrêté au pavillon du Sultanat d'Oman, qui participe à cette édition à travers plusieurs

institutions et entreprises opérant dans divers secteurs d'activité. Il a également visité le pavillon de la Tunisie et celui du Tchad. Cette 57^e édition de la Foire internationale d'Alger est marquée par une forte présence des unités de production de l'Armée nationale populaire. Selon le ministère de la Défense nationale, 19 sociétés exposent leurs produits et leurs nouveautés durant cette FIA. Le public est invité à visiter le pavillon central du Palais des expositions afin de découvrir les réalisations présentées par les unités de production de l'Armée nationale populaire. Lors de sa visite au pavillon du ministère de la Défense nationale, le chef de l'État a suivi une présentation détaillée sur les différentes industries militaires ainsi que sur les structures de production de l'Armée nationale populaire.

TIZI-OUZOU

Perturbation de l'alimentation en eau potable dans quatre communes

Une perturbation dans le programme de distribution de l'eau potable affecte, lundi, quatre communes de la wilaya de Tizi-Ouzou suite à une panne survenue sur une conduite principale de transfert, rapporte un communiqué de l'unité locale de l'Algérienne des Eaux (ADE). Les communes touchées par cette pertur-

bation sont Sidi Naâmane, Makouda, Mizrana et Tizirt (partiellement), a-t-on précisé, en informant que les équipes techniques du centre de production de l'ADE ont été mobilisées pour effectuer les travaux de réparation nécessaires. Selon le document de l'entreprise publique, cette situation est consécutive à une rupture survenue sur la conduite principale de

transfert d'eau d'un diamètre de 500 mm qui alimente les quatre communes à partir du barrage de Taksebt. Le rétablissement du programme de distribution habituel se fera progressivement aussitôt les travaux de réparation achevés, a-t-on assuré.

APS

ROYAUME-UNI

Starmer annonce sa démission du poste de Premier ministre

Le Premier ministre britannique Keir Starmer a annoncé, lundi, sa démission et son maintien en fonction jusqu'à la désignation d'un nouveau chef du Parti travailliste. "Chaque décision que j'ai prise a été guidée par le souci de faire passer le pays que j'aime avant tout. C'est pourquoi je démissionnerai de mon poste de chef du

Parti travailliste", a déclaré M. Starmer. "J'ai parlé à Sa Majesté le roi ce matin pour l'informer de ma décision. Je demanderai au Comité exécutif national du Parti travailliste d'établir un calendrier prévoyant l'ouverture des candidatures le 9 juillet, et leur clôture avant la fin de la pause estivale", le 1er septembre, a précisé le dirigeant de 63 ans devant

les caméras. Avec ce départ, le Royaume-Uni s'apprête à connaître son septième Premier ministre en dix ans. La menace qui pèse sur Starmer s'intensifie depuis des mois, mais elle s'est accrue brutalement lorsque son rival au sein du Labour, Andy Burnham, a remporté une victoire décisive aux dernières élections, désormais en position de briguer la direction du

Parti travailliste. Le départ de Starmer intervient moins de deux ans après sa victoire écrasante aux élections, qui promettaient de mettre fin à la politique "chaotique" britannique. Il a promis de faire tout son possible pour assurer une transition en douceur du pouvoir et a assuré son plein soutien à son successeur. APS

TOURISME

Lancement du guide numérique «Discover Skikda»

La Direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya de Skikda vient de lancer, à l'occasion de la saison estivale 2026, une application numérique dénommée "Discover Skikda", éditée en plusieurs langues, pour faire découvrir les sites et les services touristiques de cette région, ainsi que son artisanat, a-t-on appris, lundi, auprès de cette direction. La directrice du secteur, Amina Belghith a précisé, dans une déclaration à l'APS, que cette application électronique, téléchargeable sur Smartphones

et dotée du système de positionnement global (GPS), est éditée en trois langues, ce qui permet aux visiteurs de la wilaya et aux touristes d'obtenir facilement de précieuses informations utiles durant leur séjour. L'application "Discover Skikda" comprend une base de données fournissant des informations précises sur les plages autorisées à la baignade, les hôtels, les restaurants, les sites archéologiques et naturels de la région, ainsi que sur les différentes structures nécessaires telles que les banques, les numéros des ser-

vices de sécurité et les lignes vertes, sans oublier les itinéraires de déplacement, selon la même responsable. L'application, inscrite dans le cadre de la stratégie nationale du ministère de tutelle, devrait contribuer à faciliter les déplacements des visiteurs vers différentes destinations et leur permettre de prendre connaissance des services disponibles, promouvant ainsi l'attractivité de la région en tant que destination touristique. APS